

**DOSSIER A PROPOS DE
L'ARGUMENTATION DU PCF SUR L'AFGHANISTAN**

M 2384 - 6 - 4,50 F

*Proletaires
de tous les pays,
peuples et nations opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE - SEMAINE DU 5 AU 11 JUIN 1980 - N° 6

4,50 F

LA LUTTE DETERMINEE DES NETTOYEURS DE ROISSY



Pour la défense de la paix

Les tensions internationales ne cessent de s'aggraver. Le monde est en plein bouleversement ; chacun le sent plus ou moins confusément et l'explique plus ou moins clairement.

Pendant plus de vingt ans, après la seconde guerre mondiale, les USA ont joué le rôle de gendarme international s'arrogeant le droit de décider de ce qui était bon pour un grand nombre de pays d'Europe, d'Amérique Latine, d'Asie, d'Afrique. Par des pressions politiques, économiques, militaires ils maintenaient en place des régimes à leur solde. Les USA disposaient de bases militaires un peu partout dans le monde et assujétissaient de nombreux pays dans des alliances militaires (Otan, Otase...) sous leur commandement. Ils imposaient le pillage des pays de leur Empire, dominaient les organisations internationales comme l'ONU ou le FMI.

Mais peu à peu cette hégémonie américaine a été secouée par la lutte des peuples, par la revendication de l'indépendance nationale.

L'Europe et le Japon, relevés des ruines de la guerre, entrent en concurrence avec les USA. Mais surtout la lutte de résistance du peuple vietnamien contre l'agression US, et la défaite américaine, marquant un coup d'arrêt dans les interventions ouvertes et massives des USA contre l'intérêt des peuples et des nations. Enfin vers 1970 les revendications des pays du Tiers Monde, issus du mouvement de libération nationale, remettent en cause la domination impérialiste et placent les USA sur la défensive. Par leur situation de

première puissance occidentale, par leur nature impérialiste, les USA prétendent toutefois toujours exercer l'hégémonie mondiale, malgré leur déclin actuel.

Mais la situation mondiale s'est en même temps transformée avec le développement d'une politique impérialiste de la part de l'Union Soviétique rompant définitivement avec l'internationalisme prolétarien. La première manifestation flagrante de cette politique c'est l'intervention des chars soviétiques à Prague en 1968 pour imposer au peuple tchécoslovaque un régime prosoviétique qu'il refusait. L'URSS manifestait ainsi sa volonté de maintenir les pays d'Europe de l'Est sous sa domination absolue.

Depuis quelques années la politique soviétique est devenue ouvertement expansionniste. Sous couvert de soutien aux forces progressistes, l'URSS a imposé sa tutelle sur un certain nombre de pays d'Afrique. S'appuyant sur son allié cubain, elle fait la guerre au peuple d'Erythrée. En Asie l'URSS a imposé au Cambodge un régime à sa dévotion par une agression conduite sur le terrain par son allié vietnamien.

Et récemment c'est l'intervention directe des forces armées soviétiques en Afghanistan pour maintenir par la force un régime prosoviétique, installé par le coup d'Etat d'avril 1978, et que le peuple afghan rejette avec de plus en plus d'énergie.

Cette évolution de la situation internationale est grosse des dangers d'une nouvelle guerre mondiale. Beaucoup de gens en ont longtemps douté. Mais depuis le début de 1980 cette

question n'est plus envisagée comme une pure spéculation de futurologue mais comme une réalité qui prend corps. Le thème de la détente qui a longtemps occupé le devant de la scène politique est de plus en plus relégué au magasin des accessoires démagogique, tant l'évolution des faits est contradictoire avec les promesses des chantages — d'Est et d'Ouest — de cette détente.

Bien sûr la droite profite de l'invasion soviétique en Afghanistan pour développer une propagande qui finalement au-delà de l'URSS vise le socialisme. Et l'on voit fleurir les déclarations scandaleuses du colonialiste Stasi se posant en défenseur de l'Afghanistan. Cette offensive de la droite vient à point nommé pour alimenter la campagne du PCF sur ce qu'il appelle l'anticommunisme. Et, pour justifier son actuel soutien inconditionnel à l'URSS, le PCF n'hésite pas à déformer la réalité présentant la résistance afghane à la fois comme l'expression d'un complot occidental et d'un mouvement social reposant sur le féodalisme.

Mais pas à pas la conscience de ce qu'est réellement l'URSS progresse. En atteste, l'ampleur croissante du mouvement de contestation de la politique de l'URSS qui se développe au sein même du PCF. Tous les courants de militants critiques du PCF se retrouvent, avec des nuances, pour dénoncer l'intervention soviétique en Afghanistan. Certains s'engagent publiquement dans la bataille pour le soutien à la résistance afghane.

En atteste également le fait que dans

les forces antimpérialistes françaises qui se sont construites — en d'autres temps — dans la lutte contre l'impérialisme US, progresse l'idée que l'URSS n'est plus, en aucune façon, le bastion de la Paix, de la Liberté et du Socialisme.

Aujourd'hui, il faut poursuivre une importante bataille d'explication politique pour dissiper les illusions qui subsistent sur le «progressisme» de l'URSS, montrer faits à l'appui, qu'il ne s'agit pas «d'erreurs», de «bavures» lorsque l'URSS fait preuve d'expansionnisme, agresse des pays ; mais que cela s'inscrit dans la logique hégémoniste de l'URSS. Il faut en même temps convaincre de leur erreur ceux qui, dans un renversement mécaniste des choses, en viennent à perdre toute vigilance vis-à-vis de l'impérialisme US, qui confondent le recul momentané des USA avec leur effacement stratégique, qui oublient bien vite que l'offensive soviétique actuelle donne aux USA les motifs d'un redéploiement de ses forces. Ce qu'il faut bien comprendre c'est que les dangers qui pèsent sur la paix mondiale résultent bien de la rivalité des 2 superpuissances.

Il est aujourd'hui vital qu'une large riposte s'organise contre la montée des dangers de guerre, pour le soutien aux peuples et pays menacés par les superpuissances, pour la défense de la paix.

Les forces existent pour cela. Il faut qu'elles se rassemblent.

Notre camarade Bernard Dalberto est mort



Bernard manifestait le 23 mars 1979 aux côtés des sidérurgistes.

Notre camarade Bernard Dalberto est décédé brutalement le jeudi 29 mai, à l'âge de 22 ans.

Auprès de tous ceux, nombreux, qui l'ont connu, notre camarade a laissé l'image d'un extraordinaire dynamisme, d'une confiance inébranlable dans l'avenir de la transformation socialiste en France, d'un attachement passionné au parti marxiste-léniniste auquel il avait adhéré en février 1976, à son organisation de jeunesse dont il était un des cadres les plus expérimentés, à sa presse, à la réalisation de laquelle il avait contribué depuis quatre ans.

Dès l'annonce de sa disparition, les témoignages de sympathie et d'émotion ont afflué de partout : de Châlons-sur-Marne où, lycéen communiste, Bernard avait participé dès 1975 de la mobilisation de la jeunesse, en particulier contre les assassinats franquistes. De la banlieue parisienne, où il avait impulsé la riposte aux meurtres de deux jeunes, Dominique Chenay et Gilles Ollivier, à l'été 1976. De Longwy où, au cours de plusieurs voyages, il s'était lié aux ouvriers en lutte et où il avait travaillé en août 1979, dans la sidérurgie, pour mieux connaître la réalité de l'exploitation et de la lutte des classes. De son FJT, dans le XX^e, où tous connaissent sa capacité à écouter les jeunes et à se lier à eux, son entrain et son esprit d'initiative.

C'est dans le XIX^e arrondissement que notre camarade avait exprimé le plus récemment ses qualités de révolutionnaire : cadre de la section de notre Parti, il avait joué un rôle décisif dans le regroupement des jeunes du lycée Bergson. Il les avait conduits à plusieurs dizaines à participer au soutien actif de la grève de la SFP (février 1979), à la manifestation du 23 mars aux côtés de ceux de Longwy, à la rencontre nationale des sidérurgistes de Dunkerque, et à la fin de l'automne dernier, à la solidarité avec les travailleurs de l'Alstom St-Ouen. Il avait été l'un des initiateurs de SOS Emploi 19^e auquel il apporta d'emblée son enthousiasme et ses qualités d'agitateur révolutionnaire, en particulier lors de la marche récente sur la Sopad.

En réalité, depuis des années, pas une semaine ne se passait sans que notre camarade n'ait une idée nouvelle, originale, pour rendre plus vivante l'idée de la lutte et de



la révolution. Tous nous garderons en tête le souvenir de sa participation à la caravane chômage de l'été 1979 dans le Nord, ou aux actions coup de poing organisées avec les jeunes dans le XIX^e contre le chômage ou la dégradation des conditions de scolarité.

Enthousiasmé par tout ce qui touchait à l'action, ouvert à tout ce qui était neuf, mais aussi acceptant la critique et conscient de la nécessité de ne jamais cesser d'apprendre pour être à la hauteur, notre camarade était à l'opposé de l'image qu'ont toujours tenté de donner des révolutionnaires les adversaires du communisme.

Dire qu'il restera à nos yeux un exemple pour les communistes et pour les jeunes, n'est pas céder à une formule : c'est dire le sentiment d'immense tristesse que nous ressentons désormais.

Nous continuons notre route sans sa présence physique ; mais son souvenir sera présent dans toutes les luttes que nous aurons encore à mener.

Le lundi 9 juin, les camarades du Parti et de l'Union communiste de la jeunesse révolutionnaire rendront hommage au camarade.

Paris, le 1^{er} juin 1980

Le voyage de Jean Paul II en France « Une main de fer dans un gant de velours »

Une fois les projecteurs, braqués pendant des jours entiers sur le voyage du pape, un peu éteints, l'heure est un peu partout au bilan. Du monde pour aller l'accueillir au cours des différentes étapes de ce voyage bien rempli, il y en a eu assurément, que ce soit au Parc des Princes ou au Bourget. Cela dit, on est bien loin des prévisions énormes claironnées sur tous les toits. Les organisateurs avaient vu un peu grand. Dans plus d'un département, on a dû décommander cars, trains et même avions... Beaucoup de monde bien sûr, quand même. Mais moins, bien moins que prévu. Chacun est bien forcé de le reconnaître.

Alors, une fois ce bilan quantitatif rapidement dressé, que reste-t-il de ce voyage ? L'image un peu indécente des

bousculades dans les salons présidentiels, des photos de poignées de main dont certaines, comme celle de Georges Marchais ont suscité un peu d'indignation... Mais ce n'est pas l'essentiel. Ce qui reste plus encore, c'est une certaine image du chef de l'Eglise catholique, à la fois jovial, à l'aise dans tous les milieux, mais aussi, et surtout, particulièrement ferme sur des positions très fermées. Comme certains ont pu le dire, une main de fer dans un gant de velours.

Bien sûr il y a eu le «contact» avec les ouvriers à Saint Denis. Bien sûr il y a eu le langage «jeune» tenu aux jeunes au Parc des Princes. Bien sûr, partout où il est passé, Jean Paul II a dit aux différentes couches de catholiques présents de continuer... En chaque lieu, un type de

discours, une attitude adaptée à des sensibilités diverses... Certes, et cela n'a pas manqué de lui valoir bien des éloges. Mais au fond... Comment ne pas avoir été frappé par l'organisation militaire de la messe au Bourget, avec ses milliers de scouts et leurs mots d'ordre réactionnaires sur leurs drapeaux ? Comment ne pas s'indigner du dépliant distribué massivement, toujours au Bourget, contre l'avortement ?

Mais il y a eu plus subtil. Comme ces rappels incessants du mépris bien réel des jeunes pour la société de consommation. Comme cette approbation d'une certaine lutte pour plus de justice, accordée aux travailleurs français et immigrés. Comme cette condamnation de la violence «du

totalitarisme et de l'impérialisme». Toute une série de thèmes qui peuvent trouver un relatif écho avec la crise idéologique d'aujourd'hui. Mais à ces refus, à ces inquiétudes, Jean Paul II n'a apporté que des mises en garde. Renvoyant en apparence dos à dos progressisme et intégrisme, il a fait nettement comprendre qu'il ne fallait pas aller trop loin dans la lutte, qu'il fallait en finir avec «l'affadissement moral»... Sans doute aujourd'hui, pour l'Eglise et pour Jean Paul II, vaut-il mieux ne considérer aucun sujet comme tabou. Sans doute vaut-il mieux partir des inquiétudes, des problèmes réels des catholiques, plutôt que de les ignorer. Mais les réponses apportées si mesurées soient-elles dans leur formulation, sont très en deçà de la pratique de bien des catholiques.

Le voyage du Pape Jean Paul II en France aura été marqué au moins par deux formules répétées sur tous les tons par les médias : l'Eglise de France a «une crise de croissance», et «France, fille aînée de l'Eglise, es-tu fidèle aux promesses de ton baptême ?» sans doute, ce voyage répond-il à une double inquiétude : celle de voir, d'année en année, l'influence de l'Eglise catholique décroître avec une rapidité certaine ; et de constater qu'à l'intérieur même de l'Eglise, les orientations prises par une bonne partie des ecclésiastiques, et plus encore des organisations laïques, sont trop «engagées». Une situation assez difficile à bien des égards, que le Pape se devait d'essayer de redresser...

Crise de croissance. Aucun doute n'est possible. Il ne s'agit pas bien sûr de faire comme si le catholicisme n'avait plus aujourd'hui qu'une influence marginale. On n'efface pas si vite des siècles entiers marqués profondément par cette religion. Ne serait-ce que d'un point de vue idéologique, ou moral, bien des comportements restent, dans une large mesure, guidés par cette religion. Cela dit, à plus d'un indice, et surtout au vu des chiffres publiés par des hommes d'Eglise eux-mêmes, l'institution-Eglise et la foi catholique ont subi de net reculs. Quelques exemples le montrent clairement. En 1976, un sondage réalisé pour *La Vie* indiquait que 17 % des Français interrogés s'affirmaient pratiquants réguliers. En août 1979, ils n'étaient plus que 12 %. Baisse sensible et continue : en 1960, ils étaient 35 %.

Des jeunes ne croient plus en Dieu

Autre sondage, toujours de l'IFOP pour *La Vie* : en 1977, près du tiers des 15-30 ans affirmait ne pas croire en Dieu, contre 17 % dix ans plus tôt. Aujourd'hui, seuls 7 % des jeunes vont régulièrement à la messe, la moitié n'y va jamais. Au niveau de la population, et alors que 85 % des Français sont baptisés, la pratique religieuse a donc fortement régressé.

L'Eglise catholique en France : des effectifs en déclin et de grandes divisions

Les trois quarts des prêtres ont plus de 50 ans

Cette crise touche également les hommes d'Eglise. Même si leur nombre actuel n'a pas beaucoup diminué, le nombre d'ordinations sacerdotales est en chute libre : en 1977, seulement 99 ordinations, contre 501 en 1968 et 1028 en 1951. En 25 ans, elles ont donc diminué de plus de 90 % ! En conséquence, l'âge moyen des prêtres est très élevé : les trois quarts ont plus de 50 ans. A Paris, près de la moitié a plus de 60 ans : 561 sur 1348 ; 473 ont entre 50 et 60 ans 314 de 30 à 50 ans, seulement 6 moins de trente ans. Ce très grand vieillissement du corps ecclésiastique posera très certainement des gros problèmes à l'organisation de la vie catholique d'ici quelques années.

«Une culture post-chrétienne» ?

Tous ces problèmes de désaffection de l'Eglise sont en fin de compte assez bien perçus par ses responsables eux-mêmes, qui tentent d'expliquer ce phénomène massif, à défaut de pouvoir l'enrayer efficacement.

Ainsi, dans l'édition spécialement consacrée au voyage du Pape, du journal réalisé par l'épiscopat français, Pierre Moitel, Secrétaire national de l'Aumônerie de l'enseignement public analyse le comportement des jeunes par rapport à l'Eglise et plus généralement à la foi catholique. Parmi les éléments qu'il donne, nous en citerons deux :

«Une culture post-chrétienne : les jeunes se situent en majorité dans une culture post-chrétienne, souvent sécularisée, parfois athée. Ceci est un fait radicalement nouveau. Science, philo-

sophie, psychologie sont toutes dominées par l'absence de références religieuses ou l'agnosticisme. Il naît ainsi un nouveau type d'homme qui possède une conscience planétaire, mais qui se méfie des discours et du dogme. Dans ce contexte, l'institution Eglise n'est pas tellement critiquée qu'ignorée, elle est laissée de côté et jugée sans intérêt. Les jeunes ne l'a contestent pas, ils s'en désintéressent. Ils ne la dénigrent pas, ils vivent en marge d'elle. Ils n'y sont pas allergiques, ils n'en parlent pas. Ce n'est pour eux ni un sujet de conversation, ni un sujet de préoccupation (...). Une méfiance à l'égard des institutions : depuis une dizaine d'années, toutes les grandes institutions dites «de vérité» (l'Etat, la Famille, l'Ecole, la Justice, l'Armée, la Police, l'Entreprise, le Corps médical), qui maintiennent en place toutes les sociétés humaines, ont toutes «pris un coup de vieux». C'est ce que disent les jeunes. L'Eglise n'a pas échappé à ce courant. Selon eux, ces institutions se délabrent. Pouvoir et autorité ne sont plus reconnus au statut social en tant que tel, mais à la compétence ou au rayonnement personnel. Est accepté celui qui est compétent (...).

1975 : la fin de l'apolitisme officiel

Une Eglise dont l'influence a diminué ces dernières années, mais aussi une Eglise profondément divisée, avec des oppositions flagrantes dans les comportements et les engagements. Pour aller vite, on peut dire qu'aujourd'hui, la majorité des catholiques se considère de droite et vote en conséquence, alors que la majorité des ecclésiastiques et plus encore des mouvements comme le MRJC et la JOC se situent à gauche. Dans un nu-

méro récent de la revue *Informations Catholiques Internationales* dressant un «check-up» de l'Eglise en France «à l'heure de Jean Paul II», on peut lire le commentaire suivant, dans une étude sur l'Action Catholique : «Nombre de militants en viennent alors (vers 1960) à considérer que l'apolitisme dans lequel l'Action Catholique s'est tenue jusque-là n'est plus tenable : la volonté de demeurer au-dessus de la mêlée politique revient à soutenir l'ordre moral existant : il fallait se donner les moyens d'incarner dans l'histoire l'idéal dont on était porteur, sous peine de voir mis en cause la pertinence même du christianisme (...). Les évêques ne comprennent pas d'abord cette attitude, qui leur paraît n'être qu'un simple glissement vers la politisation au détriment de la mission apostolique, et refusent tout aménagement de la distinction spirituel-temporel : ce sont les souverains pontifes qui ont donné à l'Action Catholique son statut, écrivent les cardinaux et archevêques en 1955, «nul n'a donc qualité pour tenter de le modifier dans ses caractères essentiels». Cette intervention autoritaire a pour premier résultat de précipiter une crise d'une extrême gravité. Non seulement beaucoup de militants et de dirigeants quittent les mouvements, mais les dirigeants qui prennent le relais, confrontés aux mêmes difficultés, vont plus loin encore, ils croient trouver dans le marxisme un instrument d'analyse scientifique de la société, capable d'orienter l'action. Un choix aussi radical les coupe d'une bonne partie de leurs troupes, hostiles à la conception marxiste-léniniste de la lutte de classes. On assiste alors à un déclin rapide de la JEC et du MRJC. De leur côté, l'ACO et la JOC, sans connaître jamais une crise aussi violente, affirment

progressivement leur solidarité politique et idéologique avec les partis et syndicats de la classe ouvrière, qui se réclament aussi du marxisme. Tant est si bien qu'aux alentours des années 1970 la plupart des mouvements d'action catholique apparaissent fortement politisés et ralliés au projet de société socialiste».

Un pluralisme inconfortable

Lors de leur assemblée de 1975, les évêques tirent les conclusions de cet état de fait. Ils reconnaissent officiellement que «des mouvements (d'action catholique) sont parfois conduits à prendre les options temporelles qu'ils jugent nécessaires à leurs actions apostoliques...». Et ils précisent : «Ils le font alors librement sous leur propre responsabilité». Mais les évêques ne s'en tiennent pas là. Ils ajoutent que les mouvements peuvent être amenés à faire des choix politiques différents, car «il faut reconnaître un pluralisme inconfortable et nécessaire entre chrétiens».

Après avoir beaucoup hésité, les évêques français abandonnent donc en 1975 la notion de mandat hiérarchique en tant qu'elle implique l'apolitisme des mouvements.

Depuis cette date, les divisions ne se sont pas atténuées, bien au contraire. Sur la droite on a vu s'affirmer violemment la tendance intégriste. Mais ce n'est sans doute pas ce qui inquiète le plus le Souverain Pontife. Pour être un peu voyante et bruyante, cette opposition là est probablement jugée moins dangereuse que l'engagement d'un nombre important de catholiques dans les luttes «temporelles»...

Monique CHERAN

La question de l'Afghanistan



A l'intérieur d'une cellule du PCF : le doute

«L'Afghanistan : c'est moche, bien sûr...comme toutes les guerres. Mais qui sait ce qui s'y passe vraiment ? Il y a des journalistes de la presse bourgeoise qui y sont allés, et qui parlent de résistance, ou d'exactions des troupes soviétiques. L'Humanité aussi a envoyé un journaliste, qui n'a pas du tout vu la même chose. La délégation de la CGT non plus. Alors, comment savoir ?»

Réflexion souvent entendue, quant on essaye de discuter de l'Afghanistan avec des militants du PCF. Le sujet ne semble d'ailleurs pas de ceux qu'on évoque aisément, que ce soit dans les conversations ou dans les réunions. Il n'est pas non plus, on s'en doute, mis en avant dans les débats contradictoires. Témoin ce militant rencontré sur un marché : vingt minutes de questionnement n'auront pas permis de lui faire lâcher un mot sur ce sujet ; il refuse d'en parler, rappelant inlassablement que «on est en France, et c'est des problèmes des travailleurs français qu'il faut discuter».

Est-ce à dire que la «question afghane» est aujourd'hui niée par les militants du PCF, comme elle est reléguée au rang de «brèves» épisodiques dans L'Humanité ? Est-ce à dire que les interrogations sont tuées, les hésitations balayées, les contradictions surmontées ?

Il ne semble pas. Aux interrogations premières sur les motivations de l'intervention soviétique et sur sa forme sont venus s'en

ajouter d'autres, nées du développement de la situation. Pour ce responsable de section «il est plus que temps que tout le monde s'assoie autour d'une table de négociation pour trouver une véritable solution politique, qui ne lèse pas les intérêts fondamentaux du peuple afghan. Si la présence militaire soviétique venait à se prolonger, il faudrait s'interroger sur sa véritable raison : je conçois bien qu'une armée étrangère vienne aider un peuple ami victime d'une agression, mais je conçois plus difficilement que les afghans puissent avancer leur révolution en tolérant pendant longtemps la présence de troupes étrangères sur leur territoire».

La question est importante, et elle recoupe bien la constatation que l'on peut faire, en s'appuyant sur l'exemple d'une cellule. Dans un premier temps (principalement après le retour d'URSS de Marchais), le débat a été sans nuance, et portait essentiellement sur les déclarations du secrétaire général du PCF. Écoutons Michel, membre actif de cette cellule : «Tout était très tranché, avec un schéma assez simple : ou bien on condamnait l'intervention, au nom de principes, mais alors on était immédiatement taxé d'hostilité avec le parti dans son ensemble, ou bien on approuvait les explications de Marchais : le peuple afghan est engagé dans un processus de transformation démocratique, sa révolution est directement menacée par l'impérialisme américain et les anciens propriétaires, l'ar-

mée rouge a donc le droit, et même le devoir, de lui venir en aide. Tout cela était assez stérile et manquait un peu d'argument, de part et d'autre. Je crois que les choses ont changé à partir du moment où il y a eu les premières manifestations à Kaboul, suffisamment voyantes pour que personne ne puisse les nier. Voici une anecdote assez significative : la première fois où nous avons discuté de l'Afghanistan, et où j'ai condamné l'intervention, je me suis fait attaquer très durement par un vieux camarade, dont le frère avait été dans les brigades internationales, en Espagne. Pour lui, l'intervention soviétique était de même nature, et il assimilait ma position à celle des socialistes en 36-37, allant même jusqu'à rappeler, comme ça, que certains de ces socialistes étaient ensuite tombés dans les bras de Pétain... Eh bien ce même gars a aujourd'hui changé de position, au vu notamment des développements de la situation sur le terrain, ou de ce qu'on peut en savoir. Évidemment, il ne dira jamais ouvertement son désaccord, il a bien trop peur de nuire au parti, mais il ne sera plus au premier rang pour défendre la ligne Marchais».

D'autres interrogations sont présentes, chez les militants de cette même cellule. L'un d'entre eux, par exemple, s'interroge sur la nature de la résistance, et sur ses composantes politiques : s'agit-il de «contre-révolutionnaires» bien armés et entraînés par les Américains et les Pakista-

nais ? S'agit-il de «communistes pro-chinois» luttant pour une autre forme de socialisme ? Un autre voudrait surtout avoir la certitude que «les troupes russes se cantonnent à la défense des frontières, et n'interviennent pas dans les opérations armées à l'intérieur du pays». Un troisième est perplexe sur la réalité de la révolution afghane, puisqu'aussi bien le premier soin des nouveaux dirigeants, Amin d'abord, puis Kabral, est de dénoncer les crimes de leurs prédécesseurs...

Faut-il pour autant en déduire, au vu de ces quelques éléments pris dans une cellule, que la condamnation de l'intervention soviétique est aujourd'hui explicite ? Certes pas. «On ne discute de l'Afghanistan qu'entre nous, et jamais dans les réunions», explique Michel.

«En général, au niveau du comité d'arrondissement ou même de la fédé, il n'y a pas de réponse précise aux questions posées, quand elles le sont. Ils se contentent de dire : «Attention de ne pas plonger dans le piège de la propagande à Giscard», ou encore : «Il ne faut pas oublier la Corée, ou le Nicaragua, ou le Centre-Afrique». Et puis surtout, la direction possède des arguments très forts, difficilement démontables, et qui marchent bien. Quand on voit par exemple l'état d'arrière-pensée de l'Afghanistan jusqu'à ces dernières années, il en est qui se disent que toute évolution est positive, même si elle est provoquée par une armée étrangère. Dans le parti, la plupart des camarades

raisonnent en termes de camps : le camp impérialiste, et le camp socialiste. Partant de là, ils estiment qu'il vaut mieux pour le peuple afghan être dans le camp du socialisme qu'en face. En somme, ceux-là s'interrogent peut-être sur la méthode des Soviétiques, mais pas sur le fond. Je connais même un camarade du PCF qui a signé la pétition condamnant l'invasion soviétique en estimant que ceux-ci auraient dû s'y prendre autrement, et qu'en fin de compte l'URSS a été à l'encontre de ses propres intérêts!»

La direction du PCF étant incapable, et pour cause, de répondre de manière convaincante aux nombreuses interrogations qui se font jour, comment y parvenir ? «On ne peut pas se contenter de demi-mesures, il faut des faits, des preuves tangibles. Mettre en doute les témoignages des journalistes sous prétexte qu'ils travaillent dans la presse bourgeoise, ça ne marche pas plus que de dire qu'il n'y a pas de fumée sans feu. Personnellement, j'ai beaucoup espéré de la délégation de la CGT, qui partait là-bas apparemment sans a-priori. Ses conclusions m'ont évidemment beaucoup déçu, mais surtout elles ont fait reculer la prise de conscience, au sein du parti en tout cas. C'est d'autant plus grave qu'on ne peut pas voir clair en France si on n'éclaire pas la réalité de ce qui se passe en Afghanistan, et si on n'étudie pas les raisons du soutien de Marchais à l'invasion soviétique».

La question de l'Afghanistan

L'argumentation du PCF : une accumulation de contre-vérités

L'argument clé du PCF est celui-ci, exposé par Marchais à son retour d'URSS, le vendredi 11 janvier : « *L'Afghanistan a conclu avec l'Union soviétique depuis 1921 un traité d'amitié, traité qui a été renouvelé une deuxième fois en 1931 et une troisième fois en 1978. Ce traité de 1978 prévoit qu'à la demande de l'une des deux parties, l'autre peut lui accorder l'aide militaire pour assurer son indépendance, la défense de son territoire. C'est précisément ce qu'a fait le gouvernement afghan. Pas seulement avec l'actuel premier ministre Karmal : il l'avait déjà fait sous Amin. Les Soviétiques nous ont dit qu'ils avaient résisté (sic) pendant des mois à cette demande, pour, précisément, ne pas aggraver la tension dans cette région du monde. Mais dans la toute dernière période, l'intervention militaire extérieure était si forte que, si le gouvernement soviétique n'avait pas répondu à la demande qui lui était faite, cela aurait eu comme signification qu'il ne respectait pas le traité (...). Si, par malheur, les forces démocratiques qui luttent pour leur indépendance, pour le progrès et pour le socialisme, se privaient de la possibilité d'en appeler à la solidarité contre l'impérialisme, (...) ils seraient contraints pour l'éternité à connaître le sort qui est le leur aujourd'hui...* »

A partir de cette affirmation, trois questions valent d'être soulevées :

— L'existence d'un « traité d'amitié », prévoyant l'éventuelle « aide » militaire de l'URSS, signé en 1978 n'est pas niable. Signalons simplement au passage que le premier traité, signé en 1921, auquel il est fait allusion, ne prévoit en aucun cas une assistance militaire... Mais qu'a demandé l'application de ce traité ?

Selon Marchais, l'Afghanistan subissait « la menace d'intervention militaire extérieure » de la part du Pakistan ou/et des Etats-Unis. L'Humanité explique par ailleurs que « *Amin était sensible aux propositions américaines* ». Dès lors, on comprend mal que ce même Amin ait pu faire appel à des troupes soviétiques pour justement contrecarrer la politique dans laquelle il était engagé. On comprend d'autant moins bien que le premier soin des soviétiques a justement été de faire disparaître Amin...

La demande d'application du « traité d'amitié » viendrait-elle alors de Karmal ? Celui-ci est devenu officiellement chef du gouvernement le 27 décembre ; les premières troupes soviétiques sont arrivées sur l'aéroport de Kaboul le... 27 décembre. Quand l'armée des troupes soviétiques s'est ébranlée vers l'Afghanistan, Kabral n'était donc pas chef du gouvernement, et il ne pouvait donc pas demander — au nom de son gouvernement — l'application du traité. Qui plus est, il faut rappeler que ce Karmal vivait depuis plusieurs mois en exil à Prague. Il n'était même pas sur le sol afghan quand les premiers soldats russes sont arrivés.

S'il apparaît illogique qu'Amin ait demandé « l'aide » soviétique (il ne peut de toute façon plus témoigner, ayant été assassiné immédiatement), et que Kabral ne pouvait pas légalement demander l'application du traité, force est de constater que les soviétiques sont intervenus de leur propre initiative, et délibérément.

L'intervention soviétique a eu le mérite de débarrasser l'Afghanistan d'un tyran sanguinaire, « à la Pol Pot » ajoute le PCF sans doute pour mieux en désigner l'horreur.

Là, on a du mal à comprendre. D'un côté on nous dit que les Russes sont venus pour « défendre la révolution af-

— L'argumentation première de Marchais appelle une deuxième question : *Quelle était la nature de la menace pesant sur le régime afghan ?* Cette menace est indiscutable, certes. Mais est-elle le fait de « forces extérieures », pakistanaises ou américaines, ou plus simplement d'un mouvement de résistance populaire ? Le PCF n'a strictement fourni aucune preuve d'une présence militaire pakistanaise destinée à intervenir directement en Afghanistan, si ce n'est un très controversé reportage qui aurait été diffusé par la chaîne de télévision américaine CBS. Par contre, les faits abondent qui prouvent qu'une importante résistance interne s'est développée en Afghanistan pour lutter dès 1978, contre les régimes pro-soviétiques. En mars 1979 le nouveau premier ministre Amin faisait d'ailleurs savoir que son premier objectif serait « de faire face aux rebelles ». En octobre, après avoir pris le pouvoir, il accusait son prédécesseur Taraki d'avoir « *laissé se développer la rébellion dans le pays* ».

Bien évidemment, on ne peut nier que les impérialistes américains aient été intéressés à la disparition d'un régime pro-soviétique. Mais le fait essentiel, c'est le développement, depuis 1978, d'une résistance interne suffisamment importante pour qu'elle mette en difficulté les régimes en place.

— Enfin, Marchais définit le régime afghan (celui qui a demandé l'aide, donc avant l'intervention russe) comme « *démocratique, luttant pour l'indépendance, le progrès et le socialisme* ». Indépendamment du fait que les « *révolutions* » installant au pouvoir Taraki, puis Amin se sont faites sans la participation des masses (dans les deux cas il ne s'est agi que de révolution de Palais, avec participation d'une fraction de l'armée, formée en URSS), retenons bien cet argument. Il est en effet en contradiction complète avec un autre, largement développé dans le PCF.

ghane», d'un autre côté on nous dit que ces mêmes troupes russes sont venues pour débarrasser le pays d'un tyran...

En fait, l'argumentation du PCF est plus élaborée : la période « la plus horrible » se serait située entre octobre et décembre, quand Amin disposait du pouvoir sans partage. Après avoir rappelé que la presse soviétique comme celle du PCF continuait à parler de l'Afghanistan comme d'un pays « en marche vers le socialisme » durant cette période, confirmons l'existence d'une répression féroce, dirigée contre le peuple. Martine Monod, envoyée spéciale de l'Humanité, a d'ailleurs fourni d'accablants témoignages sur ce sujet.

L'ennui pour le PCF, c'est que la répression sanglante ne date pas de ce mois d'octobre 1979 où Amin s'est installé au pouvoir. Quand il s'est installé dans le fauteuil présidentiel, celui-ci a d'ailleurs fait publier une impressionnante liste d'exactions, commises auparavant. Il s'est même permis de libérer plusieurs centaines de prisonniers politiques, qui ont témoigné. Enfin, les témoignages recueillis de diverses sources dans les camps de réfugiés afghans installés à la frontière pakistanaise font eux aussi état de crimes commis antérieurement au régime Amin. Quand le massacre de Keraia, où plus de 1 000 paysans furent massacrés en mars 1979, fut connu, l'Humanité ne le nia d'ailleurs

pas, s'insurgeant seulement qu'on puisse soupçonner que les « *conseillers soviétiques* » aient pu y participer (notons au passage que l'agence Tass, elle, a tout nié en bloc).

Face à ces faits, le PCF avance une explication plutôt tortueuse : progressivement et surtout depuis le début de l'année 1979, Amin, ministre puis premier ministre, aurait pris de l'ascendant sur le président Taraki, au point de créer des « *domaines réservés* » notamment celui de la répression contre la résistance.

La « *révolution afghane* » aurait ainsi secrété en son sein un individu mal-faisant, responsable de tous les maux. Si cela est, on peut s'étonner que le PCF ait tant encensé le régime afghan tout au long de l'année 1979, comme on peut s'étonner que la présence soviétique n'ait pas cessé de croître au long de cette année.

De fait, il y avait en Afghanistan une répression atroce, sous Taraki et sous Amin. Le PCF a soutenu ce régime, l'URSS a « *aidé* » sans réserve ces gouvernements de terreur. L'argument comme quoi les troupes soviétiques sont venues chasser un « *tyran sanguinaire* » ne tient donc pas.

Des familles attendant la libération de leurs parents détenus devant la prison de Pol-e-Tcharthi. Il y avait une répression atroce sous Taraki et sous Amin. Le PCF a soutenu ce régime et l'URSS l'a « aidé » sans réserve.



La question de l'Afghanistan

L'Humanité du 12 mars, reconnaissant que les résistants «sont bien des Afghans, pour la plupart d'entre eux», développe le thème du féodalisme : ceux qui combattent le régime et son allié soviétique sont à la solde des anciens propriétaires fonciers ; la preuve, c'est que «l'objectif de tous ces mouvements est le retour à la monarchie».

L'argument peut avoir pris, dans la mesure où il tend à présenter la situation comme un affrontement entre des «progressistes» (Kabral et les Russes) et des réactionnaires, dont le seul objectif serait le retour aux anciens privilèges. Pour ce faire, le PCF effectue même quelques glissades : ainsi telle organisation qui est qualifiée de «réactionnaire» sur la base de principes religieux, alors qu'elle se réclame ouvertement de l'exemple iranien. Mais qui sont les mouvements de résistance en Afghanistan ? Il existe un certain nombre d'organisations se réclamant de l'Islam, basées au Pakistan, et dont l'essentiel de l'activité, pour certaines d'entre elles, semble être l'organisation des réfugiés. Il s'agit des mouvements regroupés dans l'Alliance Islamique pour la Liberté de l'Afghanistan (Rassemblement Islamique, Mouvement pour la Révolution Islamique, Front pour la Libération de l'Afghanistan, Pacte d'Union Islamique, Parti Islamique de Mohammad Younus Khaless). Ces partis, dont il est difficile d'apprécier l'influence sur le terrain, se prononcent pour «un régime islamique libéral».

Un autre front, qui rassemble quatre organisations religieuses et une organisation démocratique révolutionnaire prend une part active à la résistance. Il s'agit du Front des Combattants d'Afghanistan qui se fixe pour tâche de chasser l'envahisseur soviétique et d'instaurer une république islamique indépendante et démocratique. Sa plateforme indique qu'il lutte contre toute forme de censure, pour la liberté d'expression, dans le respect de toutes les idéologies, sauf pour les deux partis liés à l'étranger, (le Khalq et le Parcham, amenés au pouvoir par l'URSS). Indiquons encore que ce front est à l'origine de la première grande insurrection dans une ville, à Herat, en mars 1979. Il fut aussi à l'origine de l'insurrection de la caserne Balahissar, à Kaboul, en août 1979. La répression de cette insurrection fit plus de 2 000 morts (sous le gouvernement Taraki).

Enfin, dernier élément à propos de la fable du «retour à la monarchie souhaité par tous ces mouvements» : la famille royale afghane, renversée en 1973, est aujourd'hui en Europe, après avoir renoncé définitivement au trône...

L'Afghanistan est un pays du Moyen-Age, qui ne commence à émerger que depuis peu, grâce à l'aide soviétique. Derrière cet argument général, il y a une double démarche pour le PCF : d'abord, ce que d'aucuns appellent le «réalisme» : tout est bon pour sortir un pays et un peuple de la misère et de l'ignorance. Même l'atteinte à son indépendance. Ensuite, il s'agit, pour le PCF, d'expliquer (a posteriori) certaines carences indéniables. Dans L'Humanité du 24 mars, Martine Monod, envoyée spéciale, développait l'argumentation suivante : la réforme agraire adoptée en 1978 a été décisive, pour un pays où la paysannerie est majoritaire de façon aussi écrasante. Seulement, cette réforme agraire n'a pas bien marché, «parce que les coopératives nouvellement créées ne disposaient pas d'instruments agricoles, de semences, de crédits, etc». Le désenchantement est né sur la base de ces difficultés matérielles, créant un terrain propice à l'activité des contre-révolutionnaires, réactionnaires religieux ou anciens propriétaires. Et Martine Monod de conclure : «J'ai vu des coopératives qui démarraient vraiment, grâce à l'aide soviétique».

Intéressante, cette constatation. La forme agraire fleuron des transformations apportées par les régimes Taraki et Amin, n'a pas été satisfaisante. Sans doute aurait-il été plus inspiré pour le PCF, de faire cette révélation avant l'arrivée des troupes soviétiques. Sans doute aussi faudrait-il faire connaître le point de vue de ces mêmes soviétiques, eux qui écrivaient, en avril 1979, dans le numéro 18 de Temps nouveaux : «Le mouvement coopératif a enregistré de remarquables progrès. Rien qu'en une année, on a opéré plusieurs transformations sans précédent quant au nombre d'agriculteurs concernés (...). C'est donc pour la première fois dans l'histoire de l'Afghanistan que la question

agraire y trouve une solution réellement radicale et démocratique».

Alors là encore, de deux choses l'une : ou bien la réforme agraire a échoué par le seul fait d'une absence d'aide matérielle, et on se demande bien pourquoi l'URSS a attendu janvier 1980 pour fournir cette aide-là ; ou bien la réforme agraire n'a été qu'un trompe-l'oeil, et on se demande pourquoi le PCF l'a glorifiée si longtemps.

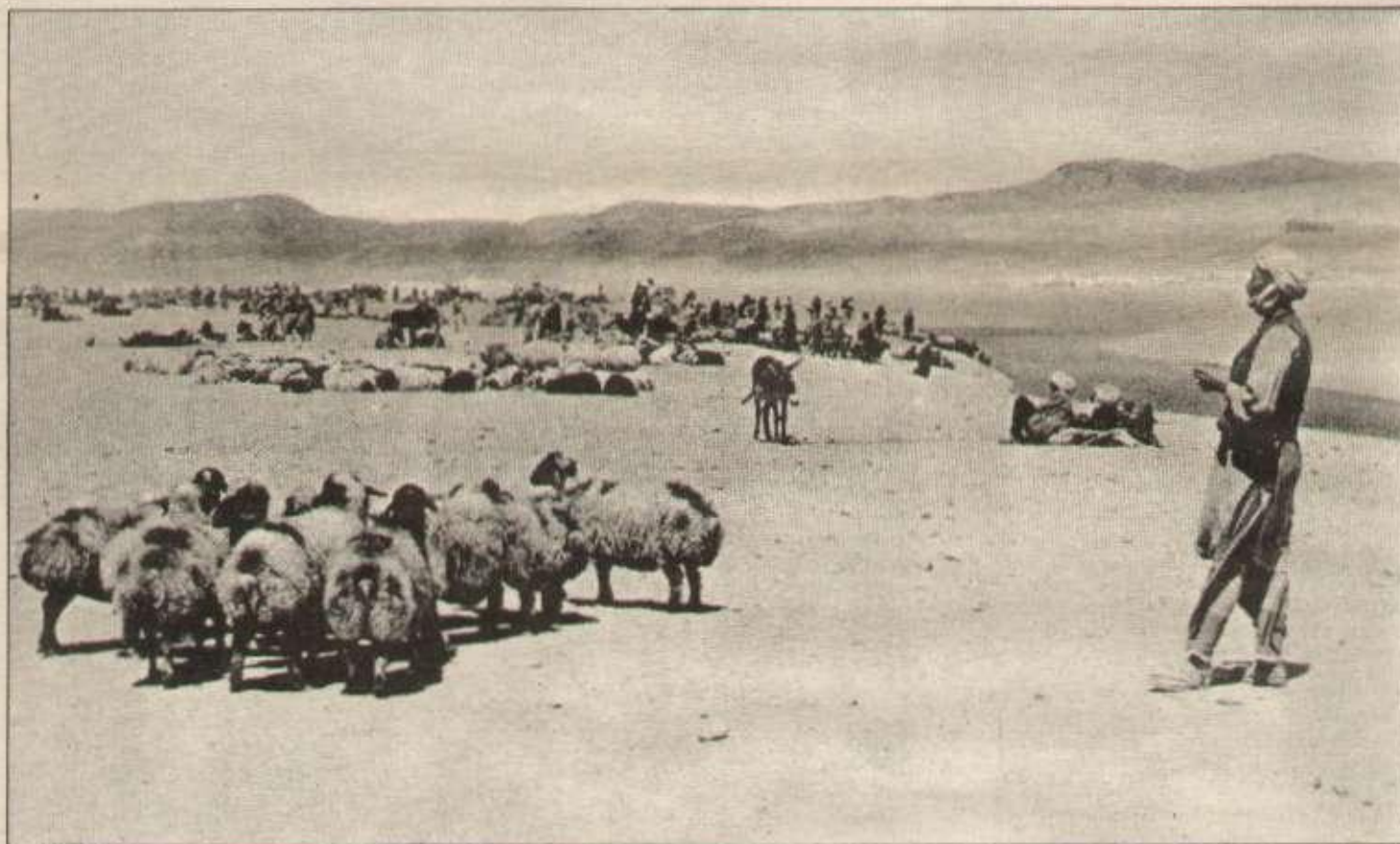
Examinons ce qu'il en est : d'après le décret n° 8 du gouvernement concernant la réforme agraire, chaque paysan recevait 5 jereeb (un hectare) de terre, tandis que les propriétaires fonciers préservaient 35 hectares. Même appliquée, la réforme ne pouvait changer les rapports existant entre propriétaires et paysans, car la plupart sont des métayers, restant à l'écart de la réforme.

Au lieu de favoriser le développement agricole de l'Afghanistan, qui aurait pu ainsi parvenir à son auto-suffisance alimentaire, l'URSS a visiblement préféré investir dans des secteurs plus rentables pour ses propres intérêts, comme le gaz naturel dont elle importe la totalité au prix de 5 dollars les 1 000 m³ pour le revendre ensuite au prix mondial de 17 dollars les 1 000 m³. Mais si la réforme agraire a échoué, ce n'est qu'en partie faute de moyens, les méthodes d'application sont à mettre en cause pour une bonne part.

Imposée par un parti venu au pouvoir, hors de toute mobilisation des masses, par un putsch militaire, la réforme agraire appliquée sans discernement, sans consultation des paysans et sans tenir compte des conditions particulières au pays, non seulement échoua, mais apporta de graves préjudices aux paysans, pour aboutir finalement à la révolte des campagnes. Les conséquences de cette réforme ne sont pas sans rappeler la réforme agraire entreprise en Iran par le Shah sous le nom de «révolution blanche».

Les mêmes erreurs ont conduit aux mêmes conséquences : le système de canaux d'irrigation qui ne pouvait être géré que de manière communautaire a été détruit, de même le travail collectif et volontaire des paysans pendant la moisson, autre pratique communautaire a été brisé. On a forcé les paysans d'une région à quitter leur village et à aller dans une autre province pour occuper la terre qui appartenait aux paysans d'une autre minorité nationale, accentuant les rivalités ethniques. Résultat de cette réforme agraire : 20% des terres cultivables sont laissées à l'abandon et fin 1979 500 000 tonnes de blé manquaient pour nourrir la population.

« La réforme agraire, appliquée sans discernement, sans consultation des paysans et sans tenir compte des conditions particulières au pays, non seulement échoua, mais provoqua finalement la révolte des campagnes.



La question de l'Afghanistan

Au lendemain des émeutes de Kaboul, en février, dans l'*Humanité* : «Voitures et bus brûlés, magasins pillés, vitrines brisées, déprédations et incendies, meurtres : la violence de ceux qui manifestaient contre le gouvernement a fait peur. Ils sont moins apparus comme des militants islamiques que comme de vulgaires bandits». Quelques jours plus tard, interview, toujours dans l'*Humanité*, du général Azhar, chef des forces de sécurité du gouvernement Karmal : «Les rebelles agissent comme de vulgaires bandits, tuant des familles entières, brûlant les écoles et les coopératives, provoquant un terrorisme aveugle et destructeur». Bref, la résistance n'est qu'un ramassis de tueurs, et les quelques mouvements de protestation enregistrés en février, mars, avril et mai ne sont dûs qu'aux menaces provenant de ces bandits.

Présenter les résistants comme des bandits sans foi ni loi, des «terroristes» qui pratiquent la violence aveugle, tout cela n'est pas très nouveau. Les porte-parole des impérialismes, sous toutes les latitudes, emploient ces mêmes mots pour discréditer ceux qui luttent pour leur indépendance.

La réalité, on s'en doute, est toute autre : aucun témoin, pas même Martine Monod n'a pu faire état de populations allant demander la protection des troupes soviétiques pour faire face aux «terroristes». Par contre, des milliers de paysans sont partis se réfugier dans les montagnes, avec les résistants justement, pour échapper aux opérations de ratissage effectuées par les Russes.

Le gouvernement Karmal est largement admis par les masses. Les réfugiés installés à la frontière pakistanaise sont surtout des gens qui fuyaient le régime Amin. Comprenez le changement, ils rentrent petit à petit (*Humanité* du 2 avril).

Aucun signe ne permet d'indiquer qu'un retour des réfugiés vers l'Afghanistan s'amorce. Au contraire, les chiffres fournis par le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations Unies semblent plutôt indiquer une progression constante du flux des réfugiés vers le Pakistan. Le H.C.R. fournit le chiffre de plus de 750 000 réfugiés afghans enregistrés dans les seuls camps du Pakistan, au début du printemps 1980. Ce chiffre pourrait atteindre le million avant la fin de l'année, auquel il faut ajouter les Afghans réfugiés en Iran. Le nombre des réfugiés au Pakistan est passé de 400 000 en novembre 1979 à 750 000 en mars 1980, soit près du double en 14 mois. Ces chiffres suffisent à démontrer que l'exode n'est pas le seul fait du régime précédent, celui d'Amin, mais bien de l'intervention militaire massive de

Dans le même ordre d'idée, le PCF développe aujourd'hui l'argument : «C'est dans les milieux les plus incultes que les contre-révolutionnaires peuvent trouver appui. Par contre, la jeunesse scolarisée, issue du peuple depuis les mesures de 1978, se mobilise pour défendre la révolution. Par centaines, les lycéens et les étudiants de Kaboul ont pris les armes à l'appel du gouvernement Karmal». Outre le fait que des témoins, selon l'agence de presse indienne PTI, rapportent que des rafles ont eu lieu la nuit pour enrôler de force des jeunes dans l'armée, rappelons que les récentes manifestations anti-soviétiques, à Kaboul, ont précisément été le fait de la jeunesse scolarisée.

L'URSS, dont les bombardements au phosphore, napalm et bombes à fragmentation et l'utilisation de gaz ont provoqué l'exode massif des populations. Depuis l'installation du régime de Karmal par l'URSS, les Afghans fuient leur village dévasté au rythme de 100 000 par mois ! Un exemple cité par le représentant de la section française de la Ligue Internationale des Droits de l'Homme, de retour de mission en Afghanistan, est édifiant à ce sujet. Il a rapporté que fin janvier 1980, les bombardements soviétiques qui ont duré 4 jours ont vidé la vallée du Khunar de ces 130 000 habitants. Huit jours plus tard, seuls 37 754 survivants réussissaient à se réfugier au Pakistan, parmi lesquels onze blessés graves avaient survécu à ces épreuves.

D'autres mensonges mériteraient d'être relevés. Ainsi, l'*Humanité* expliquait dans les derniers jours de février que les manifestations anti-soviétiques de la mi-février à Kaboul n'avaient pas donné lieu à une répression particulière, «seuls les étrangers ou contre-révolutionnaires connus ayant été arrêtés». Mais entraînée dans son désir de louanges envers le gouvernement pro-soviétique, Martine Monod écrivait le 3 mars que «122 personnes arrêtées après les troubles avaient été libérées» ; et elle annonçait d'autres libérations tout au long du mois de mars, tout en précisant bien que «les vrais contre-révolutionnaires seraient châtiés». Au total, Martine Monod a donc indiqué la réalité de la répression, en signalant plus de 500 libérations...

Il faudrait aussi relever le fait que l'*Humanité*, dans les premières semaines, affirmait sans sourciller que les troupes soviétiques se cantonnaient à la surveillance des frontières. Il s'est aujourd'hui avéré que ce sont les Russes qui interviennent directement contre les résistants afghans, dans toutes les régions du pays. La *Pravda* expliquait récemment ces interventions en disant qu'«une dizaine de ces bandits (entendez résistants) occupant une position stratégique et bien armés peuvent retenir pendant longtemps des forces supérieures en nombre». Dans l'*Humanité-Dimanche*, Martine Monod, encore elle, racontait aussi combien les civils soviétiques étaient bien accueillis dans la population, au contraire des Français «qui doivent s'expliquer sur le Tchad et le Centre Afrique». Comment expliquer alors cette dépêche indienne indiquant que «des techniciens tchécoslovaques et soviétiques, travaillant à des projets de développement en Afghanistan, ont regagné leur pays en raison de l'insécurité régnant dans certaines provinces» ?

L'URSS n'est pas intervenue en Afghanistan pour répondre à l'appel du gouvernement. Elle y est intervenue en fonction de ses impératifs propres de superpuissance. Elle n'a pas aidé le peuple afghan à renverser un tyran, puisqu'aussi bien elle soutenait déjà les sanguinaires régimes précédents. Elle ne combat pas par les armes des bandits, ou des réactionnaires à la recherche de leurs privilèges, mais bien des résistants qui luttent pour l'indépendance de leur pays. Elle n'a pas le soutien de la population, puisque des centaines de milliers d'afghans fuient leur pays, tandis que d'autres affirment chaque jour leur opposition à l'occupation. Aucun doute n'est donc possible : se placer du côté des peuples, c'est aujourd'hui condamner l'invasion soviétique en Afghanistan et soutenir ceux qui résistent.

Les troupes soviétiques d'occupation patrouillant dans Kaboul...



Beaucoup de militants syndicaux sont inquiets. Au-delà des difficultés sans nombre rencontrées quotidiennement pour organiser l'action commune, ils regardent plus loin et se demandent sincèrement: «Où tout cela va-t-il nous mener?».

Les relations entre la CGT et la CFDT ont dépassé depuis longtemps le stade de la polémique. On en est déjà aux injures publiques. Les accusations de «trahison», de «collaboration» et autres amabilités pleuvent chaque jour. Elles servent d'aliment aux empoignades quotidiennes.

C'est la direction de la CGT qui a pris l'initiative de cette guerre ouverte. Elle poursuit inexorablement son pilonnage contre la CFDT dans son ensemble et contre Edmond Maire en particulier.

D'aucuns prétendent que les critiques contre la «tendance au consensus matérialisée dans le recentrage de la CFDT» sont anciennes. Tout le monde a remarqué cependant qu'un très net tournant a été pris au début de cette année; disons vers la fin janvier-début février. En fait, c'est à partir de ce moment-là que le tir de barrage cégétiste s'est déclenché.

En même temps qu'elle tire à boulets rouges sur tout ce qui bouge en dehors d'elle, la direction de la CGT prend des initiatives de type «journées d'action» où l'esprit-maison (certains diraient l'esprit de boutique) est largement dominant.

Le fameux «Union, action, avec la CGT» a constitué le plat de résistance dans les récentes manifestations. Il a voulu être présenté comme le point de référence à partir duquel il serait possible de tracer la ligne de démarcation entre ceux qui luttent et ceux qui ne veulent pas lutter.

Tous les militants de la CGT ne se retrouvent pas dans cette «tactique» que suit leur direction. Parfois en partie, parfois pas du tout. Quelques-uns nous ont fait part de leurs points de vue. Il n'est évidemment pas dans notre ambition de «faire le tour» de l'ensemble des problèmes posés, ni de donner une analyse définitivement élaborée sur toutes les questions soulevées. Simplement quelques réflexions et points de repère enrichis des points de vue de militants confrontés tous les jours à cette malsaine situation de tensions et de divisions.

La violence et la virulence de l'attaque contre les partisans — réels et/ou supposés — du consensus giscardien, de même que sa soudaineté, ont surpris bien des militants. Et en premier lieu des cégétistes. Ainsi, ils seraient à la CFDT à ce point engagés dans la collaboration avec les capitalistes. On ne s'en était donc pas rendu compte plus tôt que l'on a signé un accord d'unité d'action au plus haut niveau pas plus tard qu'en septembre dernier. A cette époque, la «nouvelle politique d'action» de la CFDT, plus connue sous le nom de «recentrage» était déjà parfaitement élaborée, déjà mise en pratique. Rien de ce point de vue n'a changé entre septembre 79 et le premier semestre de 80.

La signature d'un accord au niveau confédéral n'est pas chose courante. Il y avait plusieurs années que cela n'était pas arrivé.

C'est un événement qui, de toute évidence, se pèse, s'analyse, se prépare. On ne signe pas un accord interconfédéral de manière désinvolte. On est tenu d'analyser minutieusement les positions et propositions du partenaire. Comment peut-il se faire que l'on découvre six mois plus tard «la véritable nature» de la CFDT. Pourquoi trahit-on dans la boue la plus noire ceux avec qui l'on signait un accord six mois plus tôt. C'est une première question qui vient un peu spontanément à l'esprit d'un certain nombre de militants. Jusqu'à ce jour, la démonstration d'un changement dans la manière d'agir de la CFDT depuis septembre dernier n'a pas été faite.

On aurait même plutôt observé un engagement de nombreux militants, sections, structures dans l'action et dans une réflexion active sur les difficiles problèmes de division qui se posent aujourd'hui à la classe ouvrière.

Une volonté destructrice

On entendrait objecter que les critiques à la ligne de la CFDT ne datent pas d'hier, que déjà après les élections... et que même avant... Mais c'est d'autre chose dont il s'agit aujourd'hui. Il ne s'agit plus de critiques, de point de désaccord sur telle ou telle question. C'est une véritable entreprise de démolition systématique des autres qui est engagée. Toutes les énergies, toutes les ressources sont mobilisées dans ce mauvais combat: pas seulement au niveau confédéral.

Et l'on n'hésite pas à faire le silence sur les positions des autres ou à faire passer le blanc pour le noir. Prenons un exemple: les nettoyeurs du métro ont obtenu grâce à une lutte opiniâtre et résolue des avantages importants, notamment de substantielles augmentations de leurs misérables salaires. Le matin de la discussion en assemblée générale des dernières propositions patronales, considérées par tous les grévistes comme d'importantes concessions, quelques militants portant badge CGT distribuaient aux portes un tract parlant de trahison et d'abandon des revendications. Pourquoi?

Pour la seule et unique raison que la CFDT a mené seule et de bout en bout cette lutte victorieuse. Une telle volonté destructrice a choqué de nombreux militants de la CGT. Pascal, militant CGT des PTT en parle: «Il existe chez nous une volonté de discrediter à tout prix la CFDT tout entière. Avant, il existait une sorte de ligne de clivage à l'intérieur des deux syndicats entre ceux qui voulaient la lutte et ceux qu'il fallait bousculer; il y avait lutte dans les deux syndicats; des militants des deux syndicats se retrouvaient parfois sur les mêmes bases, cherchaient dans la même direction.

enquête

La CGT en position d'offensive ?

Des militants de base parlent de leur expérience et des problèmes qu'ils rencontrent

Par Gérard PRIVAT



Aujourd'hui, on voit que la CGT veut faire passer cette ligne entre elle et les autres. Sur ma boîte, on voit même parfois la CGT reprendre à son compte en les adaptant à son point de vue, des propositions d'actions de militants CFDT et s'en attribuer seule la paternité et éventuellement le succès.

Dans les journées d'action aussi

Les semaines qui viennent de s'écouler ont vu un certain nombre d'applications concrètes de la division syndicale et de la tactique suivie par la direction de la CGT au cours des journées d'action. Marc, militant CGT de l'INSEE tient à apporter une précision préalable: «Il ne faut pas tout mettre sur le même plan. Le 24 avril, c'était une chose, le 1er mai en était une autre, les 13 et 23 mai autre chose encore. Pour

ces deux dernières journées, et surtout pour le 13, il y avait une réelle mobilisation des gars à propos de la sécu. On peut toujours dire que les journées d'action ne font pas vraiment reculer le gouvernement, c'est vrai. Nous, on a toujours pensé ça. Maintenant, sur un problème comme la sécurité sociale, il ne peut pas y avoir d'actions boîte par boîte; il faut bien que cela se fasse au niveau national. C'est pour ça qu'il y a eu une assez forte mobilisation pour le 13 mai. L'objectif était clair et précis: c'était contre la loi Berger. D'ailleurs, même si ça se recoupe dans bon nombre de cas, ce n'étaient pas forcément les mêmes gars qui étaient dans la rue le 24 avril et le 13 mai. N'empêche! les résultats acquis par ces journées sont loin d'être évidents.

Henri Krasuki qui manie la métaphore avec une rare dexté-

rité aime à dire que «l'on n'entre pas l'incendie avec des gobelets». Force est de constater que les timbales déversées le 13 et le 23 mai ne sont pas non plus parvenues à maîtriser le sinistre. Le nouveau «coup de bottin» du 5 juin y parviendra-t-il? Rien n'est moins sûr. Malgré une forte mobilisation de ce que l'on a coutume d'appeler «l'appareil syndical», nombre de militants, et surtout d'adhérents, «entraînent les pieds». La succession rapprochée des journées, le relatif insuccès du 23 et l'issue incertaine du type d'action proposé y sont sans doute pour quelque chose.

Jean-Pierre, militant CGT de la chimie dans la banlieue nord de Paris partage le point de vue de Marc sur ces journées: «Nous, on n'a pas appelé pour le 24 avril. D'abord parce que c'était en contradiction avec une mobilisation qui se déroule en ce

enquête



moment sur ma boîte où l'on se prépare à engager une lutte de 24 h reconductibles. Et puis aussi parce que les objectifs de cette journée n'étaient pas très clairs, il y avait un peu tout péle-mêle; la journée a été décidée en catastrophe. En fait, les gars n'ont pas marché parce qu'ils ne comprenaient pas pourquoi on la faisait, sur quelles revendications on se battait. Le 13, c'était différent, c'était pour la sécu, tout le monde l'a bien compris. Chez nous, c'est le 23 que ça a marché le mieux, parce que c'était unitaire d'un bout à l'autre. Paradoxal, puisque cette journée a été nettement moins forte que les autres. Certaines mauvaises langues sont allées jusqu'à dire que la CGT ce jour-là n'avait pas mis le paquet pour faire la démonstration que «ça marche moins bien quand on est obligé de traîner la CFDT».

Comment être pour la lutte

Une chose en tout cas semble se retrouver un peu partout: le débat qui avant revenait sans cesse à chaque journée d'action sur leur utilité s'est plus ou moins estompé. Pascal l'a remarqué: «Il y a comme une sorte de résignation. Les gars font la journée et puis c'est tout. C'est d'ailleurs significatif: ils viennent aux réunions quand il y a des questions ou des actions qui les touchent directement, sur lesquelles ils peuvent avoir prise; pour les assemblées de préparation des journées d'action, il vient de moins en moins de monde». D'autres militants confirmeront cet état de choses. L'idée qui serait largement répandue, ce serait plutôt «mieux vaut ça que de ne rien faire du tout». Un militant du PCF qui travaille aux PTT disait: «Tu comprends, ces journées, même si elles ne font pas beaucoup

avancer les revendications sont importantes pour changer le climat en France. Quand les travailleurs en ramassent plein la gueule comme en ce moment, il est très important de ne pas laisser s'établir un climat de résignation». Constatation parfaitement juste bien que l'on ne soit pas persuadé que les journées de ce type soient le seul, ni même le meilleur moyen de lutter contre la résignation. De plus, il manque un aspect au raisonnement concernant le caractère spécifique de celles qui nous occupent présentement: en même temps qu'elles ont effectivement contribué à lutter contre la résignation, elles ont aussi servi comme machine de guerre contre la CFDT.

En fin de compte, et ce n'est pas la première fois que cela se produit, le débat sur la situation, sur les moyens d'y faire face, sur l'utilité de telle ou telle journée ou de telle ou telle action se trouve complètement occulté au profit de l'impossible choix suivant: si vous êtes pour la lutte vous devez vous rallier à la CGT, vous répondez à ses mots d'ordre, vous participez sans réserve à toutes les actions qu'elle décide (en l'occurrence les journées d'action présentées comme une fin en soi) sans avoir à vous prononcer sur leur contenu ni sur leur efficacité. Dans le cas contraire, cela signifie que vous êtes contre la lutte, pour le consensus. Curieuse conception de l'unité, curieuse conception de l'action.

Cependant, il faut bien constater que beaucoup de militants de la CGT, y compris parmi ceux qui sont sincèrement pour la lutte et l'unité, ne parviennent pas à sortir de cette problématique viciée au départ. Le pilonnage continu venant de leurs structures et l'absence quasi-complète d'autres perspectives

dont ils pourraient éventuellement se saisir, explique sans doute en bonne part cet état de fait.

Quelles critiques à la CFDT ?

Une chose frappe quand on discute avec les militants les plus «durs» actuellement: leur véhémence est en général proportionnelle à leur méconnaissance des positions qu'ils disent dénoncer.

Jean-Pierre met ça sur le compte d'un réflexe d'autodéfense pas toujours bien contrôlé: «Tu comprends, on est attaqué par la bourgeoisie de tous les côtés. Il y a chez les gars un réflexe de défense de l'organisation qui joue. Le problème, c'est qu'ils ont tendance à l'élargir et mettre dans le même sac ceux qui les attaquent et d'autres qui sont du même bord qu'eux mais qui ne sont pas d'accord avec eux sur tout». On ajoutera à cela que certains jouent à fond sur ce réflexe, au demeurant pas faux en soi, pour lui donner un contenu extrêmement sectaire dans son fond et une orientation de division. Car enfin, s'agit-il seulement de critiquer les tendances droitières, anciennes ou rénovées, présentes depuis toujours dans la CFDT? Ou s'agit-il de faire taire les critiques adressées au type de syndicalisme trop longtempes pratiqué qui, pour l'essentiel, est incapable de se saisir des questions nouvelles, reste rivé aux échéances électorales et organise son action en fonction de ça? S'agit-il de faire taire tous ceux, à la CGT comme à la CFDT, qui en ont assez des grand-messes incantatoires, des rassemblements de mécontents et qui, lentement mais inexorablement, arrêtent ou réduisent l'activité militante ou, purement et simplement désertent le syndicat.

Jean-Pierre se souvient de la préparation du 40^e Congrès de la CGT: «On avait eu des débats intéressants. Des questions importantes; dans une ambiance fraternelle mais d'une ferme discussion. Par exemple, il y avait des échanges assez vifs sur l'attitude de notre centrale au moment des élections. Beaucoup de camarades avaient posé la question de savoir pourquoi on s'était sentis obligés, nous CGT, d'organiser syndical, de faire notre programme commun alors que nous avions le nôtre de programme, celui de la CGT. Aujourd'hui, c'est fini tout ça. Il y a eu récemment le congrès de l'UR Chimie. L'essentiel des travaux a consisté à démolir la CFDT à propos de tout et de n'importe quoi, un vrai jeu de massacre». Il y a en effet un gros travail «d'unicat» au niveau des structures de la CGT. Chaque congrès par exemple est l'occasion de nouvelles salves contre le recentrage mis à n'importe quelle sauce et rendu responsable de tous les maux. Celui de l'UL du XV^e arrondissement de Paris qui vient de se tenir n'a pas échappé à la règle. Un congressiste raconte: «Il y a une volonté de destruction systématique de la CFDT, c'est sûr. Les deux jours de congrès ont uniquement été consacrés à cela. Le responsable de l'UD qui est venu a dit que c'était lié à l'analyse que l'on faisait de la situation internationale, qu'il fallait choisir son camp. Il a ajouté: nous avions un peu d'espoir de voir la CFDT choisir le bon côté à son congrès de Brest, mais ça ne s'est pas produit. Donc, il faut attaquer la CFDT frontalement et dans son ensemble. Voilà ce qu'il a dit le responsable de l'UD». Mias s'interroge-t-on, est-ce le point de vue de la totalité ou de la majorité des congressistes dans un tel cas? «Tu sais, les gars qui sont là, pour l'essentiel, ce sont des convaincus. Dans un tel mo-

ment, il ne vaut mieux pas intervenir pour dire que tu n'es pas complètement d'accord au sujet de la CFDT. Tu te fais rentrer dans le lard, quelque chose de bien.»

La direction ne maîtrise pas tout

Ainsi, la partie la plus «dure» de la direction CGT, celle qui est la plus alignée sur les positions du PCF est en train «d'unifier» son système militant autour de ses positions. Cette tactique semble avoir permis dans beaucoup de cas, de faire taire les critiques internes, de colmater — au moins provisoirement — quelques brèches occasionnées par les événements du mois de mars 1978. Le syndicalisme dans son ensemble et les travailleurs n'ont, quant à eux, pas grand chose à gagner dans cette affaire. Au congrès de l'UL XV^e tous-jours, deux petits faits montrent que les problèmes soulevés sont cependant loin d'être maîtrisés par la direction. Sans doute, la très large majorité des congressistes battaient des mains à chaque nouveau coup contre les «partisans du consensus et du recentrage». Seulement, sur plus de 400 délégués prévus pour représenter l'ensemble des syndicats de l'UL, il y en avait présents... 70. Et puis, à des sollicitations trop entrepreneures du responsable de l'UD, des délégués de petites boîtes, moins soumis au «pilonnage», ont répondu en substance et en aparté: «Il peut toujours causer. Nous on a des problèmes sérieux dans nos boîtes, c'est ce qui nous préoccupe. On fera tout ce qui sera possible pour être les plus nombreux, les plus forts possibles; avec tous ceux qui veulent bien. Car, notre problème, c'est de faire avancer les revendications: des gars. Et pour ça, il faut être unis!».

**Aéroport de Roissy :
après leurs camarades du métro,
ils entament leur 4ème semaine
de grève**

130 nettoyeurs décidés à vaincre

Un reportage de Richard FEUILLET

Des poubelles surchargées débordant de mégots, de mouchoirs en papier, de papiers gras, de gobelets en plastique; des tas à même le sol, de la même composition. Tel est le spectacle que l'on peut voir depuis quelques semaines à l'aéroport de Roissy en France (aéroport Charles de Gaulle), à une quarantaine de kilomètres de Paris. Des débris qui offrent d'ailleurs un curieux contraste avec l'étage «boutique» de l'aéroport abritant des enseignes du genre «Grill Maxim's», «Cartier» et autres «Parfums Lanvin».

On peut en voir quotidiennement un petit groupe sillonné l'étage des «départs» pour expliquer leur mouvement aux passagers, un bulletin de salaire à la main. On devine dès lors que la question des salaires est entre autres à l'origine de la grève : «Nous sommes en lutte pour un salaire de 2 800 F nets» confirme Ahmed, regroupé avec d'autres nettoyeurs dans le hall de la compagnie Air France.

Un repas chaque jour !

Les nettoyeurs de l'aéroport de Paris — 130, répartis sur trois équipes — touchent actuellement un salaire misérable à tel point que bien souvent, devant envoyer un peu d'argent à leur famille au pays, ils ne disent que d'un repas chaque jour ! Le salaire actuel est de 2 100 F environ, soit à peine le SMIC. Une de ses particularités : il a baissé d'environ 200 F depuis le début de l'année et ce directement par la faute de la direction de l'aéroport qui, comme la RATP, loue les nettoyeurs pour des périodes de trois ans à des entreprises de nettoyage ; pour rentabiliser au maximum le poste «nettoyement», elle a décidé au début de cette année d'accorder le nouveau marché à l'entreprise qui accepterait le marché pour une somme inférieure de 25 % aux années précédentes. Une entreprise sous-traitante, l'USP (Union des services parisiens), a accepté en baissant du même coup les salaires des balayeurs d'une somme équivalente. La direction de l'USP n'y perd donc rien ; quant à celle de l'aéroport Charles de Gaulle, elle fait une économie de 700 millions de centimes pour les trois ans à venir, soit 1 300 F par travailleur et par mois ! C'est cette surexploitation, conséquence importante du système de sous-traitance, que refusent les grévistes en exigeant un salaire minimum de 2 800 F.

Ils exigent en outre la mensualisation. Actuellement, ils sont théoriquement mensualisés, donc payés en somme fixe sur la base de 173 H 33, sauf que leur paie varie selon... la longueur du mois : «Les mois de trente jours sont payés par exemple huit heures de moins que ceux de trente et un», explique un gréviste. Explication de ce curieux phénomène pour un mensualisé ? «Dans ce cas, on apprend que les huit

heures en moins correspondent à une journée de maladie ! Au début de chaque mois de trente jours, l'es donc sûr d'être malade !», ajoute ironiquement Raymond.

Les nettoyeurs ont des rémunérations d'autant plus basses qu'en plus ils ne touchent pratiquement aucune des primes et avantages courants attachés à leur métier et plus généralement aux acquis de la classe ouvrière.

Une convention collective curieuse

La raison en est qu'ils sont rattachés à une bien curieuse convention collective, celle des «nettoyeurs frotteurs» qui a la particularité de s'appliquer, disent les grévistes, à des ouvriers employés quatre heures par jour.

Les nettoyeurs sont donc assimilés à des ouvriers à mi-temps. Résultat : ils ne touchent pas de prime de panier. On ne mange pas durant les horaires de travail quand on travaille quatre heures quotidiennement ! Ils ne touchent pas non plus de prime de salissure ; la saleté sans doute ne commence à agir qu'au-delà... Et puis, lorsqu'on travaille à mi-temps, on ne travaille évidemment pas souvent le dimanche. Résultat : les heures du dimanche sont payées comme des heures de semaine. Leur rattachement à la convention collective des «nettoyeurs frotteurs» constitue donc pour les balayeurs de Roissy une bien curieuse anomalie qu'ils entendent réparer en exigeant — c'est leur troisième revendication — leur attachement à la convention collective de la manutention ferroviaire. On se souvient que leurs camarades nettoyeurs du métro, eux, faisaient déjà partie de cette convention mais qu'ils réclamaient que cela se traduise dans les faits...

Dernière exigence importante des grévistes : la garantie de leur emploi pour les trois ans à venir, durée du contrat passé entre l'aéroport et l'USP (l'entreprise sous-traitante). Il faut dire qu'ils ont quelque raison d'être inquiets : au début de cette année, l'USP, en signant le contrat, a licencié quarante d'entre eux, dont une militante CGT.

Telles sont donc quelque unes des raisons essentielles, plus quelques autres, pour lesquelles les nettoyeurs sont en grève totale depuis le samedi 10 mai.

La raison de cette situation inhabituelle? Des affiches au pied des escaliers roulants menant aux aires de départ l'indiquent : «En raison d'un arrêt de travail d'une catégorie du personnel, le nettoyage de l'aérogare n'est pas assuré; l'Aéroport de Paris vous prie de l'excuser pour cette gêne temporaire». Autrement dit, les nettoyeurs de l'aéroport, quelques semaines après leurs camarades du métro et encouragés par eux, sont en grève. Depuis le samedi 10 mai à minuit.



Roissy : salons de luxe et salaires à ... 2 100 Francs

Une répression importante

Depuis quatre semaines qu'il dure, le mouvement a vu déferler sur lui une importante répression orchestrée main dans la main par les directions de l'aéroport et de l'USP. Ainsi, après un début de grève relativement calme, on a pu voir récemment des commandos anti-grève fonder sur Roissy et tenter d'effectuer le nettoyage des différents étages de l'aéroport, notamment ceux des «arrivées» et des «départs» des passagers.

Ce fut le cas avec particulièrement de brutalité — un gréviste

blessé — dans la nuit du jeudi 22 au vendredi 23 mai où l'on a vu les contremaîtres de l'USP soutenus par 200 (II) CRS, encadrer et tenter, sous la menace, de faire travailler 75 ouvriers dont de nombreux Pakistanais ne sachant pas un mot de français. Avec des cas de CRS en renfort. Par cette opération, il s'agissait bien évidemment d'offrir un aéroport propre pour la Pentecôte, week-end qui voit habituellement affluer un grand nombre de passagers, bref de préserver une certaine image de marque.

Même souci la semaine dernière avant l'arrivée du Pape à

Paris, on a pu voir les interventions anti-grève (certes moins massives) se multiplier. Vendredi dernier, un commando mobile, avec à sa tête des directeurs de l'aéroport, tenta de balayer l'important étage «technique» (administration...) de l'aéroport. En vain : les grévistes massés dans le hall de la compagnie Air France, s'engouffrant aussitôt dans un ascenseur, empêchèrent par leur présence et leur détermination l'opération projetée. Déjà le semaine précédente, la veille de la Pentecôte, la centaine de flics présents, avaient été convaincus de partir par les grévistes soutenus par les employés de l'aéroport.

Une attitude offensive

On a donc affaire, on le voit, à une attitude particulièrement offensive des nettoyeurs (pour la plupart immigrés) pour sauvegarder la plus grande efficacité possible à leur mouvement ; pour empêcher tout nettoyage, ils ont d'ailleurs mis en place des piquets de grève permanents qui font des rondes jour et nuit dans les différents étages de l'aéroport.

Mais renforcer la lutte alors qu'elle dure maintenant depuis un mois, c'est aussi obtenir un soutien concret. Celui des usagers ? Les grévistes sillonnent quotidiennement les étages «arrivées» et «départs» en distribuant des tracts en français et en anglais aux voyageurs : «Il s'agit non pas tellement d'obtenir un soutien concret large mais au moins de sensibiliser un certain nombre de voyageurs devant le scandale par exemple des bas salaires qu'il est possible de mettre en regard de l'argent investi dans les avions comme Concorde», explique un gréviste. «Ça peut mettre la direction dans l'embarras au niveau de l'image de marque. D'ailleurs, il y a déjà eu des pressions sur des délégués sur ce thème». Pour empêcher les balayeurs de pénétrer avec leurs tracts dans les endroits publics de l'aéroport, la direction a même institué un contrôle d'identité de toutes les personnes au teint bazonné et habillées modestement. Dehors les grévistes !

Outre la compréhension des usagers, les grévistes cherchent surtout à obtenir la solidarité active des autres employés de l'aéroport. Ces derniers avaient déjà débrayé en protestation lors de l'intervention policière à la veille de la Pentecôte. Mieux : le large travail d'explication de la grève a eu pour résultat la distribution d'un repas gratuit par les employés du restaurant d'entreprise de l'aéroport. Ce qui est appréciable après quatre semaines de lutte !

Le problème de l'unité syndicale

Le travail de renforcement de cette grève n'est malheureusement pas, après un mois de lutte, le souci de tous ; ainsi, si la section CFDT et un certain nombre d'adhérents CGT participent activement à la mobilisation

notamment contre le travail de sape des commandos anti-grève — tâche importante s'il en est — on trouve une grande absence dans cette bataille : celle d'une bonne partie des quelques responsables de la section CGT encore majoritaire, qui ont été jusqu'à accepter que des jaunes nettoient certains endroits où ils sont «implantés»... L'essentiel de leur travail consiste par contre à longueur de tract à appeler à l'extension du mouvement, non seulement à l'ensemble des nettoyeurs de France mais encore plus largement : «Il faut apporter un soutien efficace aux travailleurs de l'USP, dit un tract distribué vendredi, en faisant en sorte que les salariés des autres entreprises amènent la meilleure aide qu'ils puissent apporter : se battre pour leurs revendications aux côtés des travailleurs de l'USP ! La fédération des ports et docks comme toute la CGT est prête à mettre tout en œuvre pour gagner la. Voilà qui ne coûte pas grand chose, n'est pas très efficace — d'autant moins que le moindre petit soutien tarde à venir — mais c'est plus spectaculaire. Cette attitude — dure en parole, passive dans les faits — à laquelle il faut ajouter le peu de choses faites depuis quelques années, a amené dès le début de la grève, et encore récemment, 10 % à 20 % des adhérents CGT, soit une vingtaine, dont la future déléguée syndicale CGT à adhérer à la CFDT. Tous reprochent aux représentants de leur section CGT d'avoir mené un type de syndicalisme peu offensif «plus préoccupé de placer des cartes» à payer dans les délais d'ailleurs, même après quatre semaines de lutte «dure pour le porte-feuille». Cet esprit de boutique, au détriment de la lutte, qui est reproché est particulièrement illustré dans le refus systématique des responsables CGT de faire l'unité avec la CFDT, y compris quand cette dernière propose des initiatives positives : vendre de dernier, en assemblée générale, la CFDT proposait d'intervenir massivement à la réception donnée le jour même, et où un responsable de l'aéroport de Roissy devait recevoir des mains du ministre du Travail la légion d'honneur. Par cette intervention spectaculaire, il s'agissait d'entreprendre une première action avant d'autres destinées, après quatre semaines qu'il dure, à redonner un certain dynamisme au mouvement. Or, on verra nombre de responsables CGT refuser d'en discuter, comme il faudra insister pas moins d'une dizaine de fois pour qu'ils acceptent de



La salle d'attente a pris un aspect inhabituel. L'image de marque en prend un coup, se plaint la direction de l'aéroport.

prendre la parole aux côtés de la CFDT ! Ils préféreraient distribuer un tract accusant la CFDT... de refuser l'unité (I), illustrant leurs propos ; en outre, avec l'exemple du 1^{er} Mai, ce qui est pour le moins mal choisi quand on connaît les préalables cégétistes mais en avant alors, pour un défilé commun à Paris, pour ne citer que cet exemple !

En conclusion, on ne voit pas en quoi cette attitude de chapelle fait précisément avancer le rapport de forces, attitude de chapelle qu'avaient déjà eu d'ailleurs les responsables cégétistes quelques jours avant, en changeant au dernier moment le lieu d'un meeting... afin que la CFDT ne s'y rende pas !

Les grévistes mécontents

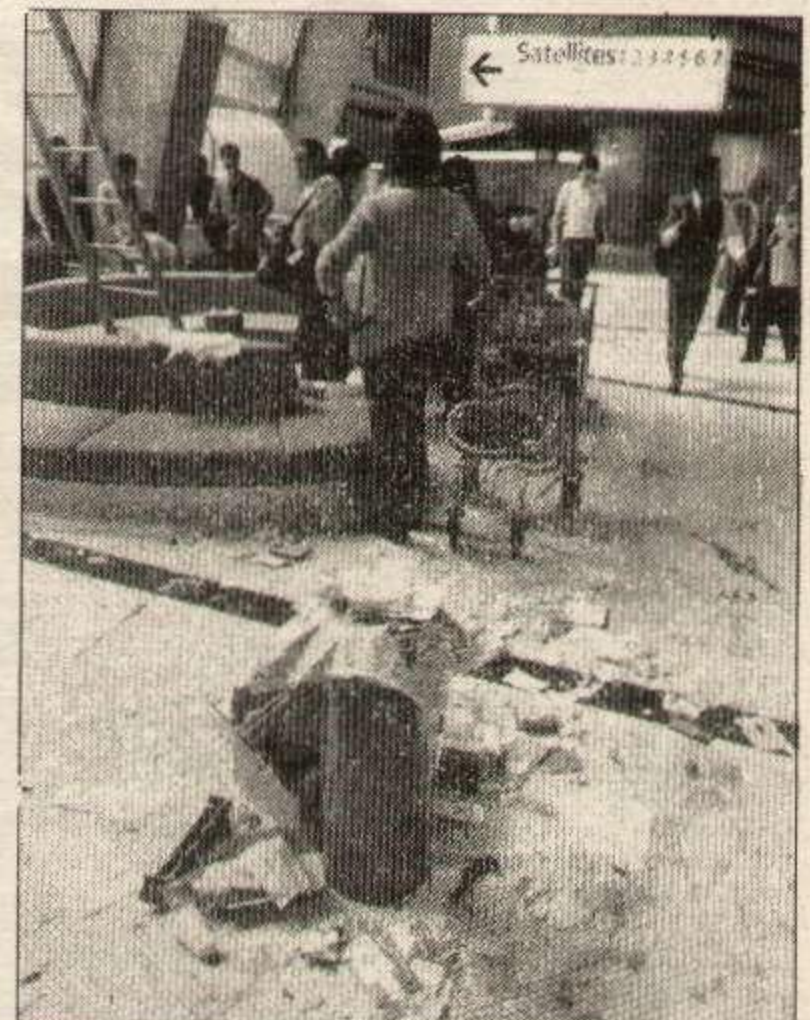
On peut se demander enfin les

but poursuivis par certains responsables CGT de Roissy quand, pour justifier leur refus de faire l'unité, ils accusent indirectement dans leur propagande la section CFDT de faire partie de l'organisation qui a trahi la lutte des nettoyeurs du métro. Faut-il rappeler que ces derniers ont obtenu 200 F d'augmentation nette et la garantie de leur emploi ?

Une partie des grévistes CGT et CFDT a montré jeudi dernier qu'ils en avaient assez de ces polémiques de mauvaise foi ca-

chant en l'occurrence une réelle propension à l'inaction ; présents à 60 % à l'assemblée générale de fin de semaine, ils ont fortement applaudi les propos d'un responsable CFDT disant : «Nous souhaitons que la CFDT et la CGT soient ensemble, luttent ensemble». Fortement applaudi aussi la déléguée CGT licenciée au début de cette année qui devant les exhortations prenait elle aussi la parole pour appeler à la lutte.

Après quatre semaines de lutte, il est temps de faire taire les partisans des querelles de boutique.



Travailleurs clandestins du Sentier

Après la régularisation, passer au stade de la lutte quotidienne

Propos recueillis par Monique CHERAN

Après les nettoyeurs du Métro de Paris, les travailleurs clandestins de la confection, en majorité des turcs employés dans de petits ateliers du quartier du Sentier, viennent de remporter une victoire de taille, après plusieurs mois de lutte pour leur régularisation. Cette bagarre, ils l'ont menée avec la CFDT parisienne. Et c'est avec un des militants de l'UD-CFDT, Jacky Bontemps que nous avons fait le point, quelques jours après l'annonce des engagements pris par Stoléru.

«Après cinq heures de négociations le 20 mai, Stoléru faisait les propositions suivantes : régularisation de tous les travailleurs de la confection entrés en France avant le premier mars 1979, à condition qu'ils fournissent la preuve d'une promesse d'embauche ; régularisation, c'est-à-dire carte de séjour, pour leurs conjoints. Régularisation également pour les étudiants travailleurs, à condition qu'ils prouvent un emploi. Dans tous ces cas, il y aura quasi automaticité entre la carte de travail et l'obtention de la carte de séjour. Pour ceux qui ne sont pas encore en possession d'une preuve de promesse d'embauche, ils ont un délai de trois mois pour en produire une. Pour ceux qui ont déposé un dossier au bureau des régularisations, ils ont eu huit jours après une autorisation provisoire d'emploi. Sans ce papier, beaucoup d'employeurs n'osaient pas les prendre. Carte de travail et carte de séjour seront valables un an, elles concernent toutes les nationalités, sauf les Algériens, qui sont sous un régime particulier. La date limite pour déposer les dossiers est fixée au

30 juin, toute la procédure doit être terminée pour le 30 septembre. Cela concerne environ 85% des travailleurs clandestins du Sentier, 5 000 à 6 000 ouvriers.

Au cours de la lutte, nous avons aussi obtenu l'annulation de tous les anciens arrêtés d'expulsion ou de refoulement, que la police gardait dans ses archives depuis longtemps. Elle avait ressorti des dossiers... Pour l'instant, quelques uns seulement ont reçu leur carte de séjour.

Quel bilan peut-on tirer dès à présent de cette lutte ?

Les travailleurs du Sentier ont démontré que par la lutte, on pouvait obtenir satisfaction sur la question des papiers. Par une lutte résolue, et collective. Le caractère déterminé, et de masse, de l'ensemble des actions menées, c'est cela qui a amené la victoire.

Deux interlocuteurs

Nous avons deux interlocuteurs : les patrons des ateliers, desquels il fallait obtenir des promesses d'embauche. Il y a eu des grèves dans les ateliers. Nous avons maintenu une pression constante, avec des manifestations dans le quartier... Dans le même temps, nous avons aussi en face les pouvoirs publics. Nous avons organisé des meetings, des manifestations rassemblant des milliers de personnes. Nous avons boycotté le bureau de régularisation pendant trois jours, tant que nous n'avons pas obtenu des avancées. Aucun dossier n'a été déposé pendant ces trois jours.

Nous nous sommes imposés de force chez Stoléru, qui ne voulait pas nous recevoir. Nous avons occupé la Bourse des valeurs. Toute cette lutte a été marquée par son caractère de masse, sa capacité de mobilisation très rapide...

Mettre en échec les contrôles

Il a fallu se battre contre toute une série de contrôles. Tentatives de la DDASS pour contrôler les logements des travailleurs clandestins. Contrôles de l'inspection du travail dans les ateliers, qui auraient pu aboutir à des fermetures telles qu'il n'y aurait plus eu de possibilité de travail. Contrôles de la police... Il y a eu beaucoup d'arrestations, de contrôles d'identité. A chaque fois, nous sommes intervenus, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, pour faire libérer les camarades. Y compris par rapport à la police, cette lutte a été payante : ils ont vu qu'on était là, qu'ils ne pouvaient pas faire ce qu'ils voulaient, comme ils en ont l'habitude avec les travailleurs immigrés, surtout quand ils ne sont pas en règle. Ils ont été contraints à mettre fin à ces contrôles.

Ils ont donc vu, tout au cours des actions, que les travailleurs clandestins iraient jusqu'au bout. Ils ont dû en tenir compte.

Un rôle d'entraînement

Le deuxième aspect de cette lutte, c'est qu'elle peut jouer un rôle d'entraînement. Quand les



Turcs ont commencé à déposer des dossiers de régularisation, ils ont vite été rejoints par d'autres clandestins, appartenant à d'autres nationalités mais aussi d'autres professions. A l'heure actuelle, il y a au moins 8 000 dossiers déposés. Et le mouvement pour obtenir les papiers se développe dans d'autres endroits, en particulier dans le Loiret, où les travailleurs employés clandestinement par des maraîchers, et des travailleurs saisonniers, sont entrés en lutte pour obtenir des papiers.

Une brèche dans la politique d'immigration

La lutte du Sentier a donc ouvert une brèche dans la politique gouvernementale en matière d'immigration. C'est d'autant plus important dans une période comme celle d'aujourd'hui, où le gouvernement met en place des lois particulièrement répressives et discriminatoires. D'autant plus

important aussi parce que c'est une régularisation de masse, qui s'appuie sur le droit acquis du fait du travail. C'est bien parce qu'ils travaillent en France qu'ils obtiennent aujourd'hui leur carte de séjour. Et ce, à une période où la propagande s'appuie sur le chômage pour justifier la répression. Tout le monde connaît la phrase : «Ils prennent le travail des Français...».

Une victoire des «hors-statuts»

Enfin, c'est une victoire importante dans la bataille d'ensemble que nous menons contre la multiplication de «hors-statuts». Ces travailleurs là étaient les plus «hors-statuts» qu'on puisse imaginer, puisqu'ils n'avaient aucun droit. C'est aussi une victoire contre la sous-traitance, puisque tous ces ateliers travaillent pour les grands leaders du prêt-à-porter. C'est donc un pas dans la réunification de la classe ouvrière. Il va falloir se battre maintenant pour qu'ils soient effectivement admis dans la convention collective, pour que leurs droits de travailleurs soient respectés...

La lutte pour les papiers était donc une première étape, mais ce n'est pas fini...

La régularisation était une étape importante. Maintenant, nous devons passer à une seconde étape, celle de la bagarre de tous les jours. Auparavant, les sans papiers de la confection gagnaient tout juste 2 000 Francs pour douze, treize heures de travail par jour, y compris le samedi. Ils n'avaient pas de congés payés, pas de couverture sociale... Il va falloir se battre pour que tous ces droits soient respectés. Et aussi pour le droit syndical, puisque la plupart des ateliers comptaient cinq à six ouvriers, pas plus. Au cours de la lutte, des délégués ont été élus en assemblée générale. Il faudra dépasser l'obstacle légal du faible nombre d'ouvriers par atelier... Pour toutes ces raisons, la lutte n'est pas terminée...

Le 2 mars à Paris : une vue très partielle de la manifestation



A l'occasion d'un meeting de solidarité les mains expulsés de Cisjordanie déclarent :

«Nous rentrerons par la voie légale ou celle du fusil»

C'est une foule nombreuse et militante qui se pressait jeudi 29 mai à la Mutualité de Paris pour exprimer sa solidarité avec la lutte du peuple palestinien, symbolisée ce soir-là par la présence des maires expulsés de Cisjordanie qui accomplissent actuellement une tournée internationale d'information. Ce meeting de solidarité réunissait à la tribune, outre les maires d'El Qhalil (Hebron) et de Khal Khoul, ainsi que le représentant de l'OLP à l'UNESCO, les représentants des organisations appelantes : Association France-Palestine, Association médicale franco-palestinienne, Association de Solidarité franco-arabe, Conférence mondiale des chrétiens pour la Palestine, Collectif national pour la Palestine et Union générale des étudiants de Palestine. La soirée devait s'achever après les interventions des maires de Cisjordanie par la projection du film des Nations unies, inédit en France : *Oui les Palestiniens ont des droits*.

Après la chaleureuse ovation qui fut faite aux maires de El Qhalil (Hebron) et de Khalkhoul, l'assistance s'assit pour écouter l'intervention du représentant de l'Union Générale des Etudiants de Palestine. Ses premiers mots : «Sept ans après avoir expulsé l'étudiant, ils ont expulsé le professeur», furent destinés au maire de sa ville natale qui fut également son professeur. Anouar Aba Haïché devait indiquer que le nombre des étudiants palestiniens disséminés dans le monde s'élève à 100 000, organisés dans 300 bureaux de la GUPS. Ces étudiants ont un rôle particulier à jouer pour informer l'opinion des pays où ils vivent sur la lutte du peuple palestinien. Mais les étudiants ne se limitent pas au rôle de propagandiste, beaucoup parmi eux ont donné leur vie pour la libération de leur patrie, donnant tout son sens à leur devise : «Le fusil dans la main, le livre dans l'autre».

Parmi les thèmes abordés par les différents orateurs figuraient notamment : la situation dans les territoires occupés illustrée par les témoignages des maires expulsés et par les informations fournies par Ilan Halévi, journaliste israélien anti-sioniste sur les méthodes utilisées par les troupes d'occupation.

Des méthodes qui rappellent l'holocauste

Après une minute de silence, observée à la mémoire des martyrs de la résistance palestinienne, Fahed Al Qawasmeh, maire d'Hebron devait apporter à l'assistance le salut de «la terre de la lutte» c'est à dire de tous ceux qui luttent contre l'occupation sioniste dans les territoires occupés. Il a ensuite énuméré les souffrances que son peuple subit sous le joug israélien : «Ils ont détruits nos maisons, nos villes, fermé nos écoles, brûlé nos souks, et violé la terre» «Ils prétendent défendre la liberté et la démocratie» mais «l'occupation sioniste n'a rien à envier à l'occupation nazie». Cette dernière phrase qui peut paraître excessive pour qui n'a pas vécu dans sa chair et dans son sang l'occupation étrangère et son cortège de souffrances, on la retrouvera sous d'autres formes, dans la bouche des différents

intervenants, pour qui la résistance palestinienne n'est pas sans rappeler la résistance antinazie pendant la seconde guerre mondiale.

«Ces méthodes nous rappellent l'holocauste», cette phrase n'a pas été prononcée par un défenseur de la cause palestinienne mais par des soldats israéliens dont certains acceptent de plus en plus difficilement les missions répressives qu'on leur confie dans les territoires occupés. «Frapper surtout le corps,



De nombreux Palestiniens se sont rassemblés devant l'hôpital, à Naplouse, où a été opéré Bassam Chakaa

sauf la tête», «frapper le père en présence des enfants», «démantibuler les os de ceux qui lancent des pierres», «frapper en pleine foule pour que cela se voit». Voici quelques unes des instructions qui sont données aux soldats israéliens dans les territoires occupés, comme nous l'a rapporté le journaliste anti-sioniste Ilan Halévi. Celui-ci devait faire une longue accolade au maire d'Hebron, sous les slogans du public : «A bas Israël, Palestine démocratique».

J'ai été un terroriste

La tentative de criminalisation de la résistance palestinienne organisée par Israël et reprise par les médias des bourgeoisies occidentales fut longuement dénoncée. Georges Montaron, ancien résistant, directeur de *Témoignage Chrétien* devait déclarer à ce propos : «J'ai été un terroriste» tandis que Gisèle Roboul, présidente du Collectif National pour la Palestine rappelait que la lutte d'un peuple pour se libérer est toujours considérée

par l'occupant comme du «terrorisme» jusqu'à ce qu'il remporte la victoire finale ; l'Algérie constitue un exemple à ce titre.

Rappelant qui est la victime et qui est le bourreau, le maire de Khalkhoul devait préciser que les partisans du groupe religieux sioniste Goush Emounim qui étaient visés dans l'attentat de la résistance palestinienne à Hébron sont des gens qui «dachent leurs chiens contre nos enfants» et qui «ont tué une élève de 16 ans et un jeune homme de 21 ans : Nasserin».

Le maire de Khalkhoul, Mohamed Melhem s'est par ailleurs étonné de l'absence de la télévision française au meeting de la Mutualité, alors que les médias ont consacré une place importante aux déclarations de Giscard d'Estaing, en faveur de l'autodétermination du peuple palestinien lors de son voyage au Proche-Orient. La question de la venue en France de Yasser Arafat a été soulevée à plusieurs reprises. Lucien Biterlin, au nom de l'Association de Solidarité Franco-ara-

be devait déclarer à ce propos «La France doit se prononcer explicitement en faveur de la reconnaissance de l'OLP. Arafat doit venir en France». Il devait notamment dénoncer l'établissement en France d'un lobby sioniste, qui s'est fixé pour but d'empêcher cette visite. Le professeur Michel Larivière qui dirige l'Association Médicale Franco-Palestinienne a proposé qu'une marche pacifique pour la Palestine soit organisée à Paris afin d'accélérer la venue du leader de l'OLP.

Les accords de Camp David furent unanimement dénoncés par le représentant de l'OLP à l'UNESCO, par le co-président de l'Association France-Palestine, et par le maire d'Hebron, pour qui : «Sadate connaît le même sort que le Shah». Tout au long de cette soirée, une ambiance chaleureuse et militante devait témoigner de la solidarité importante dont bénéficie en France aujourd'hui la lutte du peuple palestinien.

Frank ROUSSEL

Après les attentats perpétrés contre les maires arabes

Grève générale largement suivie en Cisjordanie

Quatre violents attentats anti-palestiniens ont eu lieu ce lundi 2 juin au matin, en Cisjordanie, un des territoires occupés par les Israéliens depuis 1967.

Parmi ces attentats dont une organisation extrémiste israélienne semble être à l'origine, le premier s'est déroulé au marché d'Hebron, ville de Cisjordanie. Il a fait sept blessés, tous palestiniens. Deux autres attentats très violents ont eu lieu dans les villes de Naplouse et de Ramallah, blessant très grièvement les maires de ces deux importantes localités.

C'est vers 6 H 15 du matin, lundi 2 juin, que retentissait dans la ville d'Hebron, une violente explosion faisant voler en éclats les vitres d'une école primaire blessant 7 Palestiniens présents à l'intérieur. A noter que l'immeuble abritant l'école est depuis quelque temps revendiqué par l'organisation sioniste Goush Emounim («bloc de la foi») qui projetait d'en faire un centre de repeuplement israélien.

Un autre attentat, a eu lieu peu après, à Naplouse, la plus grande ville de la Cisjordanie. Le maire arabe de la ville, récemment élu,

plorait toute atteinte à la vie humaine», exprimant même ses regrets aux blessés. Begin à la tête d'un Etat, qui ces derniers mois a encore sous sa direction accéléré l'implantation de colons dans les territoires occupés depuis 1967 et notamment justement en Cisjordanie.

Begin, a encore déclaré après les attentats qu'il fallait se garder de la «tentation de lancer des accusations prématurées». Il ne fait en fait guère de doute qu'une organisation extrémiste sioniste soit à l'origine de ces attentats, on avance l'hypothèse d'une organisation créée récemment en Israël par des colons justement liés à des milieux religieux.

Le comité exécutif de l'OLP réuni à Damas, a lancé un appel à la grève générale dans les territoires occupés. Il a en outre demandé au conseil de sécurité des Nations Unies de se réunir immédiatement «pour examiner la gravité de la situation explosive en Palestine occupée et prendre les mesures nécessaires à la protection de notre peuple contre l'occupation fasciste d'Israël».

Arafat, chef de l'OLP a accusé «Begin personnellement, le rabbin Kahane et les Etats-Unis, qui protègent le terrorisme sioniste (...) d'être derrière ces attentats (...) Israël et les Etats-Unis en assumant la responsabilité sur le plan international».

Le comité exécutif de l'OLP a enfin souligné que les attentats perpétrés étaient l'expression de «l'échec des autorités ennemies dans leur tentative pour venir à bout (...) de la résistance de notre peuple à l'occupation et au complot de Camp David». L'OLP a rappelé sa détermination à lutter contre l'occupation israélienne et ces actes de terrorisme par une résistance farouche.

La grève générale appelée par l'OLP et les municipalités cisjordaniennes contre les actes terroristes, a été très largement suivie le mardi 3 juin dans la plupart des villes de Cisjordanie ainsi que dans le secteur arabe de Jérusalem.

Chef d'un mouvement d'extrême droite.

Ces attentats sont les plus graves perpétrés contre des personnalités palestiniennes dans les territoires occupés depuis la guerre des six jours en 1967, par le terrorisme israélien.

Begin, premier ministre israélien, n'a pas manqué de déclarer «qu'en tant qu'individu», il «dé-

Directeur de publication :
R. Rodriguez
N° commission paritaire :
62 / 12
Imprimerie IPCC (Paris)

Huit ans après, un non-lieu pour le meurtrier de Mohamed Diab!

Novembre 1972. Mohamed Diab, un travailleur algérien, est tué d'une rafale de pistolet mitrailleur au commissariat de Versailles. Mai 1980, presque huit ans après, le sous-brigadier Marquet, celui qui a tiré et tué, obtient un non lieu de la chambre d'accusation ! Légitime défense ! Marquet a tiré sur un homme désarmé, qui avait les mains et les pieds nus, qui était entravé dans ses mouvements par ses vêtements suite à la fouille brutale qu'on lui avait fait subir, et pour la Justice, cela s'appelle de la légitime défense ! Alors que cela se passait en plein commissariat, que Marquet n'était pas le seul policier dans les locaux, alors que plusieurs témoignages concordants affirment qu'il n'y a pas eu de corps à corps... Depuis huit ans que durent les procès, depuis huit ans que la veuve, la famille et les amis de Diab se battent pour que justice soit faite, et faite publiquement, tout a été entrepris par le pouvoir pour couvrir le policier Marquet, pour étouffer l'affaire. Tant du côté de la police, que de la Justice...

Il avait fallu quatre ans pour que Marquet ne soit pas jugé en correctionnelle, mais devant les assises. Quatre années marquées par des manifestations, une mobilisation importante des forces anti-racistes. En octobre 1975, le tribunal correctionnel de Versailles se déclarait incompétent, et renvoyait l'affaire devant la cour d'assises. Mais le policier faisait appel, et ce n'est qu'en juillet 1976 que la cour d'appel suivait le tribunal correctionnel de Versailles. Marquet devait donc aller en assises.

Ces quatre années avaient été marquées par toute une série d'entraves, malgré les témoignages, et les thèses contradictoires soutenues par les défenseurs du policier. Légitime défense, faute professionnelle puisque Marquet n'a pas utilisé son arme réglementaire, accusations de « politiser » l'affaire, tous les arguments ont été employés. Mais que veut dire « politiser » l'affaire, quand on se souvient qu'en 1972, cinquante deux travailleurs immigrés sont morts victimes d'assassinats racistes, au cours d'une campagne haineuse contre les



Mohamed Diab

travailleurs arabes, déjà sous le prétexte de crise du pétrole ?

Tout a été mis en œuvre : certificat médical excusant le prévenu, qui ne se présente même pas à la cour d'appel en avril 1976, et dont l'origine est plus que douteuse. Un substitut, chargé de l'accusation, qui devient en fait un « défenseur-bis », comme le disait M^{re} Gisèle Halli-mi et qui n'hésite pas à déclarer : « La seule version qui s'impose, comme étant celle de la vérité, est celle de Robert Marquet »... Un taux d'alcôolémie qui aurait valu au sous-brigadier un retrait du permis de conduire, et qui ne l'a pas empêché de disposer d'une arme, sans que cela choque les autorités... Un témoin à charge dont personne ne se soucie de retrouver la trace. Un communiqué de la préfecture, tout de suite après les faits, qui parlait de policiers grièvement blessés, restés plusieurs heures dans le coma, et d'un dément qui avait tenté de fuir... Tout, de A jusqu'à Z, a été fait pour couvrir le policier.

Aujourd'hui, huit ans après la mort de Mohamed Diab, celui qui l'a tué bénéficie d'un non lieu ! Peut-être pensent-ils que tout le monde a oublié ? Huit ans après, ceux qui se sont battus pour que le meurtrier de Diab soit jugé pour un crime raciste n'ont pas oublié. Les avocats de la famille de Diab ont introduit un pourvoi en cassation. Ce non lieu est intolérable !

M.C.

16 décembre 1972, métro Bonne Nouvelle, 2 000 personnes manifestaient pour Mohamed Diab



16 % de hausse des prix en 1980 ?



1,2 % d'augmentation des prix pour le mois d'avril, baisse du pouvoir d'achat du salaire horaire moyen des ouvriers, et ce pour la première fois depuis 1969, voilà ce que vient d'annoncer l'INSEE ces derniers jours. Pour la quatrième fois consécutive, la hausse de l'indice a donc dépassé 1 %, ce qui porte l'augmentation des prix à 5,4 % depuis le début de l'année. En bonne logique, on s'acheminait vers une hausse de 16 % pour 1980 ! On peut voir à quelle amputation sur le pouvoir d'achat aboutissent de telles augmentations : pour le premier trimestre 1980, les prix ont monté de 4,2 %, tandis que les salaires n'ont progressé que de 3,5 %. Une diminution de l'ordre de 1 % par mois du pou-

voir d'achat, cela peut sembler faible, quand on ne regarde que des pourcentages. Mais cela fait en réalité plusieurs milliers d'anciens francs en moins chaque mois, même en tenant compte de la « réévaluation » des salaires ou du SMIC ! Mais pour tous les gens qui ont des revenus réajustés seulement une fois par an, la perte est bien plus sensible. Prenons l'exemple des pensions alimentaires qui, dans le meilleur des cas, sont réévaluées en fonction de l'indice des prix une fois par an ; au bout de 12 mois, avec une hausse des prix de 16 % pour cette période, une pension de 1000 F ne vaudra plus que 840 F !

Pour le mois d'avril, les principaux responsables de la haus-

se des prix sont les services (+ 1,8 %), les loyers (3,4 %), les transports (2,2 %), les honoraires des médecins et des dentistes (1,4 %). Les produits industriels ont augmenté de 1,4 %. La dernière hausse de l'essence, la troisième depuis janvier, a eu lieu le 26 avril. Par chance pour l'indice, elle ne sera prise en compte pour le calcul de la hausse des prix qu'au mois de mai... Quant aux fruits et légumes, on se demande ceux qui peuvent rentrer en ce moment dans le panier de la ménagère sans provoquer une forte hausse de l'indice. Il suffit de voir le prix des fruits de saison, comme les cerises ou les fraises qui ne descendent pas au-dessous de 13F le kilo sur les marchés parisiens, ou même les pommes, qui coûtent aux alentours de 7F le kilo !

Dans ces conditions, on ne voit pas bien ce qui peut justifier l'optimisme de Monory le ministre, qui prévoit une décélération progressive de l'indice vers l'été ! De nouvelles mesures de libération des prix ont été annoncées pour l'hôtellerie, la restauration et l'alimentation. Or la libération des prix industriels pour le secteur privé a abouti à une hausse de 19,6 % pour l'année. Et la libération du prix du beefsteak l'a fait allégrement grimper vers les 60F le kilo. Ce nouveau train de libération des prix a donc de quoi inquiéter !

Le problème du pouvoir d'achat devient donc de plus en plus crucial pour la plus grande partie des travailleurs, d'autant que les salaires sont pratiquement bloqués, et pour les 2 millions de chômeurs. Concrètement, ils peuvent de moins en moins acheter. Des secteurs comme l'habillement, en particulier masculin, et les appareils ménagers, reflètent déjà au niveau de leurs ventes de ces derniers mois, les difficultés des familles populaires. Dans d'autres secteurs de consommation, les choses sont plus difficiles à chiffrer. Mais il est à peu près sûr qu'y compris sur l'alimentation, de plus en plus de travailleurs en arrivent à se priver, à prendre des articles de moindre qualité, pour s'en sortir...

Moins de 800 F de retraite après 40 ans de travail

2365 F par trimestre, autrement dit 788 F par mois, voilà le montant de la retraite auquel elle a droit. Elle vient de recevoir son décompte, elle n'en croit pas ses yeux. Dire qu'elle a commencé à travailler en 1934 sans pratiquement s'arrêter depuis ! Dire que sa retraite est calculée sur la base de 150 trimestres de travail, et qu'elle en a trop fait, puisqu'elle arrive à 168 trimestres ! Licenciée de son usine de textile à 58 ans, elle est toujours au chômage, depuis bientôt un an et demi. Elle touchera les Assedic en principe pendant trois ans, ce qui en fait à peu près 1800 F par mois... Sur son décompte de la retraite, on lui signale que si à 60 ans elle fait partie de la catégorie des 50 %, elle recevra royalement 4730F par trimestre au lieu des 2365. Mais qu'est-ce que cette catégorie des 50 % ? Elle n'en sait rien. Et cela ne lui

fera jamais que 1576F par mois. Sa retraite complémentaire ? Elle n'y aura pas droit avant 65 ans, sauf si elle est reconnue inapte au travail. La garantie de ressource, au bout de ses trois mois d'Assedic ? Elle n'est pas sûre d'y avoir droit, car il faut donner la preuve d'avoir recherché du travail. Et à l'ANPE la seule proposition qu'on lui ait faite, c'est 4 heures de ménage par semaine. Comme elle demandait si on se moquait d'elle, avec ces 4 heures qui lui faisaient perdre ses droits au chômage si elle les prenait, on lui dit sans rire que « c'était pour la dépanner ».

De quelque côté qu'elle se tourne, Assedic ou retraite, c'est partout un revenu dérisoire qui l'attend. Après plus de 40 ans de travail, 40 ans en usine ! Pendant lesquelles, elle a cotisé amplement pour sa retraite...

APPEL 6 heures pour l'AFGHANISTAN

L'occupation de l'Afghanistan par l'armée soviétique, les tentatives d'assujettissement du peuple afghan à la superpuissance russe sont une réalité qui tend à être, d'une certaine manière, normalisée, banalisée. L'offensive diplomatique de l'URSS, les initiatives varsoviennes de Giscard d'Estaing, la version des faits développée par la direction du PCF, tout cela concourt à imposer le silence sur ce qui se passe réellement en Afghanistan, à faire accepter le fait accompli.

Aussi, l'initiative des 6 heures pour l'Afghanistan, prise par un collectif formé à la date du 19 mai, est-elle très positive. Elle contribue à rompre le silence, à faire largement connaître la lutte du peuple afghan, notamment la résistance à l'intérieur même du pays, elle doit permettre d'apporter un

soutien concret à cette résistance.

Un autre aspect particulièrement positif de cette initiative est le regroupement qu'elle favorise d'un large courant en France, de tous ceux qui refusent de se laisser enfermer dans la fausse alternative du choix entre les USA et l'URSS.

Le PCRml soutient activement cette manifestation, il appelle à y participer très nombreux pour en faire un succès et une étape dans le développement en France du soutien au peuple afghan et de la lutte pour la paix.

Nous reproduisons ci-dessous l'appel du collectif d'initiative ainsi que le programme de ces 6 heures.

Cet appel est lancé par le collectif d'initiative suivant :

Alexandre ADLER - Monique ANTOINE - André BARJONET - Mike BARRY - Michel BEAUD - François BERANGER - Jacques BEROUE - Jean BERTOLINO - Yannick-Stéphane BLANC - Jean François BLET - Fabienne BOCK - Michel BUHLER - Jean BRUHAT - Christine BUCI-GLUCKSMANN - Louis-Jean CALVET - Marie CARDINAL - Jean CARDONNEL - François CHATELET - Bernard CHAOUAT - Françoise CHAOUAT - Jean CHESNEAUX - Catherine CLAUDE - Gérard CHOCHAN - COSTA GAVRAS - Jean-Jacques DE FELICE - François DELLA SUDA - Nicolas DUBOST - René DUMONT - Jean ELLENSTEIN - Jean-Pierre FAYE - Victor FAINBERG - Jean FREYSS - Jean-Paul GAY - André GORZ - Jean-Marie GOULEMOT - Jean GRAND - Raymond GUGLIELMO - Eugène GUILLEVIC - Lucile de GUYENCOURT - Claudine GUITTONNEAU - Mohamed HABIB - Pierre HALBWACHS - Ilan HALEVI - Mohamed HARBI - Paco IBANEZ - IMAGO - André JACQUE - Vladimir JANKLEVITCH - Raymond JEAN - Edmond JOUVE - Danielle KAISERGRUBER - David KAISERGRUBER - Alfred KASTLER - Yves LACOSTE - Jean LACOUTURE - Simone LACOUTURE - Henri LECLERC - Yann LEMASSON - Jean-Paul LIEGEOIS - Arthur LONDON - François LURCAT - Maria-Antonietta MACCIOCCHI - Philippe MADRALE - Armand MATTELARD - Professeur MILLIEZ - Guy MORY - Pierre METGE - Yves MONTAND - Maurice NADEAU - Claude NIERES - Paul NOIROT - Claudine NORMAND - P.J. OSWALD - Jean-Michel PALMIER - Hélène PARMELIN - Jiri PELIKAN - Denis PESCHANSKI - Edouard PIGNON - Jacques POMMIER - Hugues PORTELLI - Yvon QUINIOU - Samuel RODRIGUEZ - Michel ROCHEFORT - Mitsou RONAT - Laurent SCHWARTZ - Jorge SEMPRUN - Monique SENE - Simone SIGNORET - Antoine SPIRE - Haroun TAZIEFF - Jean TORNIKIAN - Michel TUBIANA - François TUSQUES - Pierre VIDAL-NAQUET - Paul VIEILLE - Patrick VIVERET - Madame WASSERMANN -

L'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques se poursuit depuis plus de cinq mois. Cette invasion bafoue la souveraineté de l'Afghanistan, viole le droit du peuple afghan à disposer librement de son sort.

Nous refusons de nous laisser réduire au silence par la fausse alternative : «Ou l'on est du côté de l'URSS, ou l'on est du côté des USA». Sans cesser de dénoncer les interventions américaines dans le monde, nous condamnons l'invasion de l'Afghanistan et exigeons le retrait des troupes soviétiques.

L'URSS impose par la force un régime qui ne répond en rien aux aspirations du peuple afghan. S'inscrivant dans la rivalité entre les grandes puissances, son intervention aggrave les menaces qui pèsent sur la paix mondiale et sur l'indépendance de tous les peuples de cette région.

En résistant à cette agression, le peuple afghan lutte pour sa survie et pour être maître de son destin. Il est urgent de faire connaître le plus largement possible la réalité de l'agression dont il est victime, la réalité de la lutte qu'il mène. Car, loin de se réduire, comme certains voudraient le faire croire, à une rébellion féodale ou à un complot pro-occidental, cette résistance nationale regroupe un large éventail de forces sociales et politiques, dont certaines étaient déjà en lutte contre les anciens régimes.

Pour contribuer à donner plus d'ampleur, en France, au soutien au peuple afghan et à la lutte pour la paix, nous appelons à un grand rassemblement, six heures pour l'Afghanistan, à la Mutualité, le 6 juin 1980.

19 mai 1980

Témoignages directs sur l'Afghanistan

► Des patriotes afghans témoignent

- Sur la réalité sociale, économique, historique de leur pays
- Sur les développements de l'occupation soviétique et ses conséquences dramatiques pour leur peuple

Parmi les témoignages, celui d'un Afghan de KABOUL qui a participé aux manifestations populaires dans la capitale : *«J'ai vu les hommes, les femmes, les enfants mitraillés, sous la ronde incessante des hélicoptères soviétiques»*

- Sur la résistance nationale, avec toutes ses composantes, et sur son enracinement

Avec la participation de la Fédération des étudiants afghans à l'étranger (FASAE), en relation directe avec différents fronts de la résistance intérieure

► Films sur la résistance afghane

dont le film de Jean Bertolino, de retour des maquis d'Afghanistan

► Culture et identité du peuple afghan

«Un village turkmène», film de B. Dupaigne et A. Zorz, du Musée de l'Homme

► Poèmes afghans dits par D. GELIN et M. PICCOLI

Exposition photos sur les trésors de l'architecture afghane

Groupe musical afghan

- Exposition de photos sur la vie en Afghanistan et la lutte contre l'occupant
- Et le récit de témoins occidentaux, dont Mike BARRY, ethnologue, de retour des camps de réfugiés afghans, des journalistes, des photographes...
- Stands - Débats - Documents - Livres

Soutien au peuple afghan

Pour défendre le droit du peuple afghan à disposer de son sort
Contre l'occupation soviétique
Pour la défense de la paix

Interviendront notamment :

Jiri PELIKAN, Jean CARDONNEL, Jean BRUHAT, David KAISERGRUBER, Jean-Paul GAY

Partie artistique

Parmi les artistes qui se produisent, le 6 juin, pour soutenir le peuple afghan :

Paco Ibanez - Michel Buhler - Imago

Mutualité - 6 juin

PARIS - rue Saint-Victor -
m° Maubert-Mutualité

18 h - 24 h

Projet Peyrefitte contre les libertés : le pouvoir en difficulté

Adoptée le 30 avril dernier par le conseil des ministres, la réforme du code pénal ironiquement appelée «*Sécurité et Liberté*» connaît des moments difficiles. Rarement, sous la V^e République, texte de loi n'a connu autant d'oppositions, même si les motifs en sont divers. Dans l'esprit de son promoteur, Peyrefitte, le projet de réforme se devait d'être adopté rapidement : présenté au conseil des ministres le 30 avril, il devait cheminer par la commission des lois, puis par l'Assemblée Nationale, puis par le Sénat, pour finalement être adopté définitivement dans le cours de cette session parlementaire, avant donc la fin du mois de juin. Décrets d'applications compris, Peyrefitte espérait bien doter les français, dans la période creuse du mois d'août, d'une nouvelle mouture du code pénal. Malgré divers artifices procéduriers, les choses n'en sont pas là : non seulement le texte n'a aucune chance d'être mis en application avant la fin du mois d'octobre, mais surtout, et c'est tant mieux, rien ne permet aujourd'hui d'affirmer à coup sûr qu'il verra le jour.

Présenté à l'origine, par Peyrefitte, comme une série de mesures «*techniques*» destinées à améliorer le fonctionnement d'une justice passablement décriée, le projet «*Sécurité et Liberté*» est progressivement apparu sous son vrai jour : il s'agit d'une part d'une nouvelle atteinte aux libertés démocratiques, et d'autre part d'une manœuvre électorale. Certes, on ne trouvera pas dans le texte proposé de restrictions explicites au droit de grève, au droit de manifestation, aux droits de la défense, etc... Simplement une multitude de petits détails qui aboutissent, ou qui pourraient aboutir, dans des circonstances précises, à une répression accrue. La «*légalité bourgeoise*» apparaît ici sans fard.

La loi est une matière malléable que le pouvoir adapte en fonction de sa politique, et en fonction de ses intérêts. C'est bien sûr cette dimension là, l'atteinte aux libertés, qui est principale dans le projet «*Sécurité et Liberté*», et qui doit guider notre opposition. Pour autant, il ne faut pas négliger l'autre aspect, typiquement électorale. Après avoir insufflé une vigoureuse campagne tendant à prouver une montée de la violence, un accroissement de la délinquance, et en fin de compte la croissance du «*sentiment d'insécurité*» dans une fraction de la population, le gouvernement entend récolter les fruits de cette campagne. C'est bien sûr la «*majorité silen-*

cieuse», celle qui peut se montrer la plus sensible à une telle campagne sur le thème de l'insécurité, qui est ici visée, une année avant les élections présidentielles. Peyrefitte l'a amplement prouvé lors de sa récente explication télévisée, mise en scène à l'appui.

«Consensus...»

Dans le contexte, le «*consensus*» qui semble se créer contre le projet Peyrefitte n'en a que plus d'importance. En effet, qui s'oppose au projet ? Les travailleurs bien sûr, qui voient dans les nouvelles mesures des menaces évidentes contre leurs luttes et les formes de celle-ci. Les syndicats et les partis de gauche, également, pour des motifs semblables. La quasi-totalité des organisations d'avocats ou de magistrats s'est également prononcé contre le projet. De très nombreuses personnalités du monde de la Justice, dont certaines peuvent sans équivoque être classés à droite, ont aussi fait savoir leur opposition. Leur motivation sont bien entendu diverses : certains mettent l'accent sur les atteintes au droit de la défense, d'autres sur l'inefficacité des mesures proposées. Leur opposition ne doit pas être négligée (et Peyrefitte ne le fait pas) dans la mesure où leurs voix peuvent porter dans cette «*majorité silencieuse*» que vise le

gouvernement. Enfin, avec des nuances, le RPR a lui aussi annoncé sa volonté de ne pas laisser le texte gouvernemental tel quel. Pour des raisons de basse politique, évidemment : le RPR chiraquien n'est pas fâché de trouver là un terrain pour régler ses comptes avec Peyrefitte, ennemi personnel de Chirac. Pour des raisons politiques ensuite : le RPR a tout intérêt aujourd'hui à mettre des bâtons dans les roues gouvernementales, un an avant le grand affrontement Giscard-Chirac. Pour des raisons électorales enfin : ce n'est évidemment pas à gauche que le pouvoir entend grappiller des voix sur la base de son projet répressif, mais bien dans un électoralat de droite qui aujourd'hui donne en partie ses faveurs au RPR. D'où la tentative chiraquienne de nuire au projet Peyrefitte sans pour cela choquer la «*sensibilité*» de son électoralat.

...Contre Peyrefitte

On le voit, Peyrefitte est bien le seul ; d'autant plus seul que le gouvernement, prudent, ne semble pas se mobiliser autour d'un projet qu'il a pourtant adopté unanimement. Giscard se tait, et Barre n'a eu que quelques mots de soutien, en 30 jours d'un intense débat relayé par des médias eux aussi en majorité hostile.

Opposition hétéroclite, on le voit. Mais pourquoi diable faire la fine bouche quand se présente la possibilité de faire reculer le gouvernement ? Depuis le printemps 1978, le gouvernement multiplie les mesures répressives les atteintes aux conditions de vie des masses. Malgré la révolte populaire, il est parvenu à ses fins dans une large mesure, en profitant des divisions diverses, celles qu'il a créées et celle que les partis de gauche créent eux-mêmes.

Aujourd'hui, sur un point précis, limité certes, mais important quand même, le pouvoir est en difficulté. Ce ne sont pas les travailleurs qui auront à s'en plaindre.

Français, Immigrés solidaires contre le racisme et l'arbitraire

Pour protester contre les multiples et incessantes atteintes dont sont l'objet les travailleurs immigrés, de très nombreuses associations et regroupements de travailleurs immigrés ou de soutien aux travailleurs immigrés organisent un rassemblement et une manifestation le samedi 7 juin.

L'ensemble des associations.

Quatre millions d'hommes, de femmes et d'enfants : les travailleurs immigrés et leurs familles font partie intégrante de notre société. Par leur nombre, par leur apport économique, social et culturel, par leur richesse humaine, ils ont tissé des liens durables avec la population française. Ils ont droit au séjour, au travail, à la formation, à la liberté d'association, à un logement décent, à une vie familiale normale, à une expression diversifiée. Ces droits ne doivent pas seulement être respectés mais étendus.

*Unanimes, nos associations s'élèvent contre les mesures coercitives qui frappent de plus en plus durement les immigrés. Elles condamnent la loi Bonnet, les projets Stoléru et d'Ornano, les décrets et circulaires relatifs aux travailleurs et aux étudiants étrangers, le «*fichage*» informatique. Elles demandent avec force*

en même temps qu'elles luttent contre les lois scélérates de Barre-Bonnet-Stoléru, entendent ainsi dénoncer le caractère fallacieux et provocateur de la nouvelle «*semaine du dialogue*» organisée par le gouvernement.

Les confédérations CGT et CFDT ainsi que leurs Unions régionales parisiennes soutiennent cette manifestation.

que soit régularisée la situation des travailleurs sans papiers et que cessent toutes les pratiques discriminatoires, les brimades et les actes arbitraires de l'administration et de la police.

La nouvelle «semaine du dialogue» organisée par le gouvernement ne saurait faire illusion. Il n'y a pas de dialogue possible sans le respect des droits, de l'identité et de la dignité de tous.

Le racisme et l'arbitraire frappant les étrangers sont une menace pour l'ensemble de la population et mettent en cause les bases mêmes de la démocratie.

Une résistance consciente et active s'impose. Que tous ceux qui sont attachés aux droits de l'Homme et à la liberté se lèvent.

Manifestez, unis et solidaires, contre le racisme et l'arbitraire.

Samedi 7 juin 1980 à 14 heures
de la Bastille à Notre-Dame

Rassemblement :
angle rue de Lyon - avenue Daumesnil

Ordre de réquisition contre des travailleurs en grève à la station d'épuration d'Achères

Chaque journée qui passe voit de nouvelles attaques contre les travailleurs qui luttent. L'on pourrait dresser une impressionnante liste des sanctions, brimades, licenciements de militants, poursuites devant les tribunaux, condamnations... A chaque fois que des travailleurs et des militants sortent du cadre étroit du «*syndicalisme raisonnable*» tel que veut l'imposer le libéralisme giscardien, à chaque fois qu'ils veulent vraiment prendre les moyens de lutter efficacement pour desserrer l'étau de l'exploitation renforcée des temps de crise, c'est la répression : flics, juges, chômage, sanctions...

Le pouvoir a encore franchi un échelon cette semaine dans la

répression : les 600 travailleurs des eaux d'Achères qui occupaient la station ont été purement et simplement l'objet d'un véritable ordre de réquisition émanant de la préfecture.

C'est le 29 mai que les syndicats CGT, CFDT et CFTC de la station appelaient les 600 employés à cesser le travail. A l'origine du mécontentement général, la non-prise en compte par la direction des sérieux problèmes de transport des employés qui doivent effectuer chaque jour des trajets allant de 10 jusqu'à 70 Kms pour venir à leur travail. Une revendication, une seule : prime de transport de 350 F. Le préfet de région ne veut rien entendre, ne veut rien savoir.

L'arrêt de travail cependant a

une conséquence directe : chaque jour depuis le 29 mai, 2 millions de mètres cubes d'eau des égouts se déversent dans la Seine. C'est en s'appuyant sur ce fait et en pratiquant le chantage, que le préfet emploie la force brutale : intervention des CRS, ordre de réquisition. Plutôt que de prendre en considération la revendication justifiée des travailleurs de la station, le préfet de région préfère laisser la situation se dégrader et franchir un nouveau pas avec des mesures répressives extrêmement dangereuses pour les libertés des travailleurs.

Les syndicats ont vigoureusement protesté et exigé le départ des CRS, l'annulation de l'ordre de réquisition et l'ouverture de négociations.